

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/AG/R/9

25 août 2003

(03-4428)

**Comité de l'agriculture
Session extraordinaire**

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA 19^{ÈME} RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE TENUE LE 1^{ER} JUILLET 2003

Note du Secrétariat¹

1. Comme convenu par le Comité des négociations commerciales (TN/C/M/1), la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, qui a été établie par le Conseil général (WT/GC/M/53), a poursuivi les négociations au titre des paragraphes 13 et 14 et des autres dispositions pertinentes de la Déclaration ministérielle de Doha et a tenu sa 19^{ème} réunion le 1^{er} juillet 2003. M. Stuart Harbinson présidait la réunion.

2. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2121 a été adopté.

POINT A I): RAPPORT DU PRÉSIDENT

3. Le Président a présenté son rapport succinct sur les principaux points des discussions tenues lors de la Session extraordinaire informelle du 26 juin et des consultations informelles menées depuis le 31 mars 2003, sur la base d'une révision du premier projet de modalités pour les nouveaux engagements publiée le 18 mars 2003 (TN/AG/W/1/Rev.1, ci-après dénommé le premier projet révisé). Le texte du rapport est joint au présent compte rendu (annexe 1).

POINT A II): DÉCLARATIONS DES MEMBRES

4. Le représentant de l'Indonésie a exprimé son soutien au Président et l'a encouragé à poursuivre sur le chemin qu'il avait suivi dans les négociations sur l'agriculture. En l'état actuel des négociations, l'Indonésie, soutenue par le Kenya, le Pérou et le Venezuela, était particulièrement préoccupée par la contradiction qui subsistait entre les positions de certains exportateurs agricoles nets et le mandat de négociation donné par les Ministres à Doha. Ces pays exportateurs soulignaient la nécessité de se conformer au mandat concernant l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation et le soutien interne mais ignoraient la partie du mandat qui demandait que le traitement spécial et différencié fasse partie intégrante des modalités pour répondre aux questions de sécurité alimentaire et de développement rural. L'Indonésie considérait le mandat comme un ensemble et, de ce fait, le concept des produits PS faisait partie intégrante du projet de modalités. Le rejet du concept des produits PS par certains Membres équivaldrait dans les faits à ne pas respecter le mandat de Doha dans le domaine de l'agriculture et l'Indonésie aurait du mal à accepter des modalités, quelles qu'elles soient. En outre, si l'on voulait être cohérent avec ce qu'il est convenu d'appeler le Programme de Doha pour le développement, le traitement spécial et différencié futur en faveur des pays en développement devait être renforcé par rapport à celui qui avait été accordé durant le Cycle

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

d'Uruguay. L'Indonésie a également indiqué qu'elle ne partageait pas la position des Membres qui avaient préconisé l'établissement de critères stricts pour la détermination des produits pouvant bénéficier du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). L'objectif du MSS était de servir de filin de sécurité immédiat contre les poussées des importations et il fallait donc qu'il soit accessible à tous les pays en développement pour n'importe quel produit agricole menacé par des importations bon marché et subventionnées. Selon l'Indonésie, il n'était pas nécessaire d'établir des critères stricts pour l'établissement d'un mécanisme de défense comme le MSS alors qu'il n'en existait pas pour les subventions ayant des effets de distorsion des échanges qui sont accordées au titre des catégories orange, bleue ou verte.

5. L'Indonésie, soutenue par le Honduras, s'est référée à une analyse des produits PS faite lors de la réunion informelle. Cette analyse avait montré que, pour certains pays en développement, un petit nombre de produits représentait une part importante des importations. Dans certains cas, ces quelques produits étaient soumis à des taux de tarifs consolidés élevés. Par conséquent, le concept des produits PS pourrait signifier qu'une portion importante des échanges serait soumise à de petites réductions tarifaires. L'Indonésie et le Honduras ont indiqué que cette analyse n'était pas représentative de la situation dans tous les pays en développement et qu'elle était, par là même, trompeuse. La même analyse appliquée à l'Indonésie donnait un tableau complètement différent puisqu'il s'avérait que le tarif consolidé moyen pour les 20 premières importations agricoles de l'Indonésie était de 48,1 pour cent. Si ces 20 produits devaient être considérés comme des produits PS, le tarif consolidé moyen après réduction serait d'environ 43,29 pour cent, ce qui, pour un pays en développement qui n'accordait pas de subvention, ne constituait pas un obstacle tarifaire élevé. Concernant la conclusion selon laquelle les produits PS auraient un effet dévastateur sur le processus de réforme, l'Indonésie a demandé, si l'on parlait de réforme du commerce des produits agricoles, où étaient les réformes dans le domaine des subventions. Si l'on parlait en revanche de réformes pour obtenir un meilleur accès aux marchés des pays en développement, l'Indonésie aimerait savoir combien d'agriculteurs dotés de ressources limitées perdraient encore leurs moyens d'existence.

6. La Suisse, soutenue par Maurice et le Taipei chinois, a relevé une différence d'interprétation concernant le terme "substantiel" dans la Déclaration ministérielle de Doha. Pour la Suisse, une répétition de la formule du Cycle d'Uruguay entraînerait une réduction de moitié de la protection à la frontière sur une période de 15 ans, ce qui représenterait une réduction très substantielle. La Suisse a également noté que le rapport du Président au CNC concernant les négociations sur l'agriculture (TN/AG/10) ne faisait pas référence au document récapitulatif distribué en décembre 2002 qui était, selon la Suisse, le seul document reflétant réellement les positions des Membres. Le projet de rapport du Président ne faisait pas non plus mention du fait que, pour beaucoup de Membres, le premier projet révisé ne représentait pas une base de négociation. Par ailleurs, pour la Suisse, la mention par le Président des "progrès considérables" réalisés ne reflétait pas réellement les résultats des travaux effectués à ce jour. En conclusion, la Suisse a indiqué qu'elle ne pouvait pas accepter l'affirmation selon laquelle le premier projet révisé était le seul document sur la table ou qu'il montrait la seule voie à suivre. Il fallait trouver des modalités permettant enfin d'ouvrir les négociations plutôt que simplement répéter les positions nationales.

7. L'Argentine a noté que, pour contribuer effectivement à l'établissement de modalités dans le domaine de l'agriculture, la réforme de la PAC adoptée par les Communautés européennes devait rapidement entraîner un renforcement des échanges et des consultations sur le fond. L'Argentine, soutenue par le Chili, était inquiète de constater que, si le commissaire Fischler reconnaissait que les subventions nuisaient beaucoup aux pays en développement, les Communautés européennes demandaient à d'autres Membres de faire des concessions commerciales en contrepartie de la suppression de ces subventions, y compris de la part de pays qui n'avaient pas recours à des subventions à l'exportation ni à des subventions internes. L'Argentine craignait également que si le prétendu "capital de négociation" dont disposaient les CE n'était pas utilisé, la Conférence de Cancún ne risque encore davantage de passer à côté des résultats minimaux nécessaires au maintien d'un

rythme de négociation. L'Argentine a rappelé sa position, affirmée depuis longtemps, selon laquelle un examen en temps opportun de la question des liens entre les trois piliers serait essentiel pour faire avancer les négociations. Comme beaucoup de pays en développement, l'Argentine estimait que seules des réductions énergiques du soutien accordé par les pays développés pourraient déboucher sur des modalités ambitieuses en matière d'accès aux marchés. S'agissant du rapport du Président au CNC concernant les négociations sur l'agriculture (TN/AG/10), qui sera présenté sous sa propre responsabilité, l'Argentine a indiqué que le rapport ne devrait pas comporter de questions qui n'étaient pas mentionnées dans le premier projet révisé ou abordées dans les discussions ou encore qui ne relevaient pas de la compétence du Comité de l'agriculture.

8. La Thaïlande a indiqué que le niveau d'ambition dans les négociations sur l'agriculture servirait de point de référence pour le niveau d'ambition dans d'autres domaines des négociations conformément au Programme de Doha pour le développement. La Thaïlande, comme beaucoup de pays en développement, avait accordé la priorité à l'élimination des subventions à l'exportation ainsi qu'à la réduction substantielle du soutien interne. Cependant, il y avait beaucoup de brèches dans le pilier accès aux marchés qui pourraient exclure les produits agricoles sensibles de la libéralisation commerciale et constituer des obstacles au commerce Sud-Sud. En outre, la Thaïlande craignait que le premier projet révisé n'introduise des flexibilités pour certains groupes de Membres en dehors de la classification traditionnelle, ce qui contredirait le principe fondamental de l'OMC qu'est la non-discrimination. À cet égard, la Thaïlande estimait qu'un niveau d'ambition accru pour le pilier soutien interne pourrait colmater certaines des brèches existant dans le premier projet révisé et permettrait à de nombreux pays en développement d'être plus flexibles dans le domaine de l'accès aux marchés.

9. Le représentant des Philippines a noté qu'un élargissement de l'accès aux marchés des pays en développement ne serait pas faisable en l'absence d'engagements de réforme symétriques dans le domaine de la concurrence à l'exportation et des mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. Les Philippines, soutenues par le Kenya, ont constaté en outre que ce qu'on appelait les programmes de réforme nationale récemment entrepris par deux grands acteurs des négociations manquait nettement d'ambition dans le domaine du soutien ayant des effets de distorsion des échanges. De ce fait, les pays en développement n'avaient pas d'autre choix que d'insister sur l'octroi de flexibilités appropriées par des dispositions adéquates en matière de produits PS et de MSS. Concernant les questions soulevées par certains Membres sur la justification économique réelle des produits PS, le représentant des Philippines a noté que, si les négociations traitaient bien d'économie à proprement parler, l'élimination du soutien ayant des effets de distorsion des échanges et des obstacles non tarifaires persistants devait être un objectif non moins important du programme de réforme. Les Philippines considéraient que les produits PS, de la manière esquissée dans le premier projet révisé, devraient être autodéclarés. D'autre part, la question qui devait être négociée était celle d'un nombre limité de lignes tarifaires au niveau des positions à quatre chiffres. Étant donné la nature même des produits PS, les Philippines ont aussi souhaité avoir automatiquement l'accès au mécanisme de sauvegarde spéciale.

10. En ce qui concerne les sauvegardes spéciales, les Philippines ont indiqué que les dispositions de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture devaient cesser de s'appliquer aux pays développés. Concernant le MSS, la question qui devait être négociée était celle de tarifs en deçà duquel il devrait y avoir accès universel à des mesures de sauvegarde spéciale. Enfin, les Philippines étaient en mesure d'accepter les formules multifourchettes proposées dans le premier projet révisé avec une révision à la hausse dans les fourchettes supérieures pour pallier les crêtes tarifaires.

11. Pour ce qui était du rapport du Président au CNC concernant les négociations sur l'agriculture (TN/AG/10), le représentant du Paraguay a indiqué que les modalités proposées par le Président pour les réductions tarifaires pouvaient être utilisées comme une base valable pour les négociations. Le Paraguay, soutenu par Sri Lanka, a indiqué que les négociations devaient porter sur des dispositions

en matière d'accès aux marchés qui bénéficieraient à tous les Membres étant donné que, à en juger par l'expérience de nombreux pays en développement, la formule du Cycle d'Uruguay n'avait pas entraîné de véritables améliorations de l'accès aux marchés. En particulier, le fait que des pays en développement restaient touchés par des crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs était contraire au mandat de Doha. Les Membres devaient être plus réalistes pour que les négociations ouvrent des marchés et créent des possibilités et que les pays en développement puissent développer leur commerce. C'est pourquoi le Paraguay soutenait la formule "suisse". Concernant le paragraphe 7 du rapport du Président au CNC, le Paraguay convenait que, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, il existait un lien entre les trois piliers, que le traitement spécial et différencié devrait faire partie intégrante des négociations et que les considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en considération. Concernant le paragraphe 15 sur les considérations autres que d'ordre commercial, le mandat de Doha indiquait clairement quelles considérations autres que d'ordre commercial devaient être traitées, par exemple la sécurité alimentaire et les questions liées à l'environnement qui étaient les considérations autres que d'ordre commercial "classiques". Pour le Paraguay, les négociations en cours portaient sur la libéralisation du commerce des produits agricoles alors que les indications géographiques, la sécurité sanitaire des produits alimentaires, le bien-être des animaux et l'étiquetage étaient des questions ADPIC, SPS ou OTC. S'agissant du paragraphe 26 du rapport du Président au CNC, le Paraguay estimait qu'il devait être supprimé étant donné que la clause de paix ne faisait pas partie des négociations et expirerait le 1^{er} janvier 2004. Enfin, le Paraguay a noté que la réforme de la PAC constituait un pas en avant qui pourrait aider les Communautés européennes à se conformer au mandat de Doha.

12. La Bolivie a indiqué que, concernant l'accès aux marchés, les Membres devaient encore trouver une formule appropriée qui refléterait les intérêts de tous les Membres et en particulier ceux des pays en développement. S'agissant du soutien interne et de la concurrence à l'exportation, la Bolivie estimait aussi qu'aucun réel progrès n'avait encore été fait pour répondre aux objectifs fixés dans le mandat ministériel de Doha. La Bolivie, qui n'avait pas recours à des subventions, souhaitait trouver, pour son secteur des exportations, une place sur les marchés mondiaux sur la base d'une concurrence juste et saine. Le représentant de la Bolivie a instamment incité les Membres à supprimer les mesures ayant des effets de distorsion des échanges et à prévoir une flexibilité accrue en faveur des pays en développement afin de donner effet au mandat fixé par les Ministres à Doha.

13. Le représentant de Djibouti a remercié le Président pour son rapport liminaire et pour l'approche impartiale qu'il avait adoptée dans la conduite des discussions du Comité. Djibouti a noté que le Président soumettrait son rapport au CNC sous sa propre responsabilité et exprimé l'espoir que le Président tiendrait compte des préoccupations et des intérêts des Membres plus fragiles.

14. L'Inde, soutenue par le Kenya, a souscrit aux déclarations de l'Indonésie et des Philippines selon lesquelles le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement faisait partie intégrante de tous les aspects des négociations. Alors que les grands exportateurs agricoles essayaient d'avancer vers une approche purement mercantile, l'Inde ne disposait pas des ressources nécessaires pour avoir recours à des subventions, pas plus qu'elle n'avait de possibilités de production de revenus en dehors de l'agriculture pour ses 650 millions d'agriculteurs pauvres. Les sensibilités pour les différents produits agricoles concernant l'accès aux marchés étaient claires. L'Inde a indiqué que son objectif premier était de protéger les moyens d'existence de sa vaste population rurale. Selon l'Inde, la réforme, objectif de ces négociations, visait à mettre fin aux distorsions causées par les subventions accordées dans les pays développés. À cette fin, le concept des produits PS et le nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale étaient essentiels pour répondre aux préoccupations légitimes des pays en développement en matière de sécurité alimentaire et de développement rural et/ou de sécurité des moyens d'existence. Bien sûr, le traitement spécial et différencié devait être effectif et concret. L'Inde a réitéré son appel en faveur de l'approche du Cycle d'Uruguay pour les nouveaux engagements en matière de réductions tarifaires ainsi qu'en faveur d'une flexibilité appropriée dans le choix des produits PS et des produits relevant du MSS sur la base de l'autodéclaration. Le représentant de l'Inde

a souligné la nécessité de s'attaquer aux mesures non tarifaires et à l'ampleur du subventionnement et de la protection accordée aux produits agricoles dans les pays développés en même temps qu'aux tarifs, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Il fallait traiter la question des subventions et des crédits à l'exportation ayant des effets de distorsion des échanges, y compris réduire efficacement le soutien par produit et veiller à ce que les subventions au titre de la catégorie verte ne faussent pas les échanges.

15. Le représentant de la Norvège, soutenu par le Taipei chinois, a indiqué que les tarifs étaient indispensables pour garantir un certain degré de production intérieure et répondre aux considérations autres que d'ordre commercial. Une formule d'harmonisation des tarifs n'était pas acceptable puisqu'elle ne tenait pas compte des différences existant dans les conditions de production entre les Membres. Il fallait donc suivre la voie d'une forme du Cycle d'Uruguay inchangée. S'agissant du rapport du Président au CNC concernant les négociations sur l'agriculture (TN/AG/10), la Norvège a pris note de la mention faite, au paragraphe 8, du premier projet révisé figurant à l'annexe 1 du rapport. À cet égard, la Norvège souhaitait simplement souligner qu'une version fondamentalement différente de la proposition de modalités était nécessaire pour servir utilement de base à la poursuite des négociations. Enfin, la Norvège a mis l'accent sur le fait qu'il ne fallait pas accorder un trop grand rôle aux consultations informelles étant donné que le résultat final des négociations devrait être acceptable pour tous et a instamment invité le Président à faire en sorte que le processus soit mené de manière ouverte avec le plus haut degré possible de transparence.

16. Maurice a fait part de son appréciation pour la manière transparente et participative dont les débats avaient été menés lors des sessions extraordinaires. Suivant les conseils du Président, elle avait rencontré des représentants de certains des pays dont les vues étaient différentes, ce qui avait certainement amélioré la compréhension des préoccupations de chacun. Cependant, comme l'avaient si bien exprimé des pays comme la Trinité-et-Tobago, la Barbade et la Jamaïque, Maurice n'avait pas grand-chose à offrir, et ses exigences - minimales par rapport à l'ampleur du commerce mondial - n'avaient pas eu - et n'auraient jamais - d'effets de distorsion des échanges. Maurice a plaidé en faveur d'un processus transparent et participatif donnant aux Membres tout loisir de sauvegarder leurs intérêts.

17. L'Uruguay a souligné que l'agriculture était un élément clé des négociations et que des progrès devaient être réalisés dans le domaine de l'agriculture pour accompagner les progrès effectués dans d'autres domaines des négociations. Voilà pourquoi les Membres devaient intensifier les négociations entre eux sans attendre la prochaine session extraordinaire du Comité de l'agriculture. À cet égard, l'Uruguay considérait le rôle du Président comme essentiel pour faciliter et intensifier le processus de consultation selon la formule qu'il jugerait la plus appropriée.

18. Le représentant de l'Islande a noté, en relation avec le rapport du Président au CNC concernant les négociations sur l'agriculture (TN/AG/10) que, à quelques semaines seulement de la Conférence ministérielle de Cancún, tous les rapports aux organes directeurs de l'OMC devaient comporter le niveau approprié de précision et d'équilibre. Selon l'Islande, le premier projet révisé représentait simplement une contribution aux travaux du Comité, et non pas une base convenue de négociations. L'Islande, soutenue par le Taipei chinois, préconisait une approche de type Cycle d'Uruguay aux négociations comme seul moyen réaliste de parvenir à une réforme substantielle, conformément à l'Accord sur l'agriculture et au mandat de Doha, tout en maintenant la flexibilité dont elle avait besoin pour sauvegarder la viabilité de son secteur agricole vulnérable. L'Islande estimait que le rapport du Président au CNC accordait trop d'importance au projet de modalités au détriment des différentes positions exprimées par les Membres. L'Islande restait également préoccupée par le fait que certains Membres se refusaient apparemment à traiter les considérations autres que d'ordre commercial de manière concrète et effective.

19. Le Pérou restait attentif à ce que les liens et l'équilibre qui devaient exister entre les trois piliers soient dûment pris en compte. Le Pérou a également indiqué que le concept des produits stratégiques devrait continuer à figurer dans le projet de modalités du Président.

20. Cuba estimait que le concept des produits PS constituait un outil légitime permettant de tenir compte du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement conformément au mandat de Doha. En outre, le concept des produits PS, qu'il faudrait distinguer de tout engagement de réduction qui serait convenu, ne devrait pas être restrictif. Cuba a également indiqué que le MSS devait être un outil temporaire permettant de palier l'instabilité des marchés agricoles et que ses critères devaient être moins "rigoureux" que ceux prévus à l'actuel article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Enfin, Cuba a souligné que les mesures unilatérales ayant des effets de distorsion des échanges devaient être éliminées à la suite des négociations et a réaffirmé la nécessité d'une prise en compte dans les négociations des préoccupations des PDINPA.

21. El Salvador et le Venezuela ont fait référence en particulier au paragraphe 7 du rapport du Président au CNC et ont souligné combien il était important qu'une solution équilibrée soit trouvée pour chacun des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture. Une telle solution devrait reposer sur le traitement spécial et différencié. À cet égard, El Salvador a précisé que les réductions dans le domaine de l'accès aux marchés seraient fonction de la réduction et de l'élimination des subventions à l'exportation et du soutien interne, ainsi que de l'inclusion d'un mécanisme de sauvegarde spéciale et de l'introduction des produits stratégiques pour les pays en développement. Le Venezuela a indiqué que le premier projet révisé constituait un effort louable de prise en compte des préoccupations des Membres, dans le respect du mandat de Doha.

22. Le représentant des Communautés européennes, se référant à la récente décision prise par les Communautés européennes sur la réforme de la PAC, a indiqué qu'il partageait les espoirs exprimés par beaucoup que cette décision donnerait un nouvel élan aux négociations. Les Communautés européennes restaient disposées à contribuer à la réussite de Cancún mais sur la base d'efforts réciproques de toutes parts. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que la question du traitement spécial et différencié était au centre des négociations et que les Communautés européennes continueraient à traiter cette question dans un esprit d'ouverture. Le rapport du Président au CNC, tout en étant présenté sous la propre responsabilité du Président, devait continuer à refléter les questions clés auxquelles les négociations devaient répondre, comme c'était le cas actuellement.

23. Le Japon a rappelé que, selon son point de vue, le premier projet révisé ne constituait pas une base pour les négociations. Le Japon a fermement demandé que le rapport du Président au CNC soit rédigé en termes plus neutres qui reflètent dûment les différentes préoccupations des Membres. Pour le Japon, l'objectif des négociations devait être la coexistence des différents types d'agriculture. Par conséquent, les règles et disciplines que les Membres étaient en train de négocier devaient promouvoir et faciliter les efforts de réforme entrepris par le Japon et d'autres Membres. Le Japon était convaincu que la flexibilité parmi les produits, la continuité de la réforme et l'équilibre entre pays importateurs et pays exportateurs devaient être confirmés dans les modalités à établir. Pour ce faire, la formule du Cycle d'Uruguay était la seule solution possible.

24. L'Australie a souligné que l'objectif à long terme était d'établir un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché. De nombreux Membres avaient mis l'accent sur le fait que le principal problème rencontré pour la progression des négociations était l'écart des niveaux de subventions entre pays développés et pays en développement. Selon l'Australie, il ne faisait aucun doute que des engagements de réforme devaient être pris en matière de soutien interne et de subvention à l'exportation avant que les sensibilités légitimes en matière d'accès aux marchés ne puissent être prises en considération. L'Australie a salué le train de réformes adopté par les Communautés européennes tout en notant que cette réforme n'avait pas été faite dans l'intérêt des Membres de l'OMC ni aux fins de débloquer les négociations à l'OMC. Le train de réformes ne

traitait pas des questions de subventions à l'exportation ni d'accès aux marchés et il n'allait pas suffisamment loin dans la réduction du soutien. En fait, l'Australie constatait que les pays en développement avaient dans l'ensemble des craintes sur la capacité de certains pays développés à transférer des subventions d'une catégorie à une autre. L'Australie était déçue par l'appel à la réciprocité lancé par les Communautés européennes étant donné que la plupart des autres Membres n'accordaient pas de subventions atteignant les niveaux qui restaient appliqués dans l'UE et qu'il n'y avait pas de potentiel de réciprocité. Concernant l'accès aux marchés, l'Australie a noté qu'il ressortait de nombreuses propositions de réformes présentées que la progressivité des tarifs et les crêtes tarifaires étaient des problèmes importants, que la formule du Cycle d'Uruguay ne permettrait pas de régler. Si l'on s'en remettait à la majorité, la première étape serait que les pays développés éliminent toutes les formes de soutien ayant des effets de distorsion des échanges, ouvrent leurs marchés et éliminent les subventions à l'exportation.

25. Le Brésil s'est félicité de la décision de réforme adoptée par les Communautés européennes qui, supposait-il, aurait une incidence sur les négociations sur l'agriculture. S'agissant du rapport du Président au CNC, le Brésil s'est dit préoccupé par la mise en évidence de deux questions qui n'avaient pas d'impact sur l'établissement des modalités, à savoir les indications géographiques, et le principe de précaution et l'étiquetage qui ne répondaient pas aux critères des considérations autres que d'ordre commercial. Le Brésil ne voyait pas non plus le lien entre l'expiration de la clause de paix et l'établissement des modalités. Le Brésil estimait que les questions liées à l'accroissement des contingents tarifaires et à la catégorie verte étaient au centre des débats concernant l'accès aux marchés et le soutien interne, respectivement. S'agissant de l'accès aux marchés, le Brésil considérait que la seule façon de progresser était d'aborder tous les points liés à cette question, de décider de la formule de réduction à appliquer puis de s'intéresser à l'accroissement des contingents tarifaires. Les Membres pourraient alors examiner la question du traitement spécial et différencié. Il existait un lien indéniable entre l'accès aux marchés dans les pays développés et dans les pays en développement puisqu'un accès aux marchés moindre dans les pays développés se traduirait en une moins grande volonté de concessions de la part des pays en développement. Le Brésil a noté que, en règle générale, les dérogations aux disciplines générales en matière d'accès aux marchés, comme le mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement, devaient servir de mesures d'incitation pour les Membres qui avaient décidé de prendre des mesures de libéralisation additionnelles. En tout cas, les droits additionnels ne devraient pas être supérieurs aux taux consolidés actuels.

26. L'Ouganda a affirmé son soutien aux vues exprimées par l'Inde, l'Indonésie et les Philippines concernant le traitement spécial et différencié et l'importance de l'agriculture pour les économies des pays en développement. L'Ouganda était préoccupé par les déclarations de quelques délégations selon lesquelles le premier projet révisé ne constituait pas une base de négociation. Ces délégations avaient-elles d'autres modalités à proposer et, si tel était le cas, quand le reste des Membres pourraient-ils les examiner? Il s'agissait d'un "Cycle du développement" et l'Ouganda a souhaité rappeler que toutes les modalités à envisager devaient inclure le traitement spécial et différencié. Le paragraphe 54 du premier projet révisé était très important car ces modalités devaient prévoir une exemption inconditionnelle des engagements de réduction pour les PMA. Il fallait travailler davantage au paragraphe 16 relatif aux préférences et l'Ouganda sentait que les pays qui étaient géographiquement proches des États-Unis ou qui étaient déjà compétitifs sur le marché des Communautés européennes n'avaient pas vraiment conscience du problème. Enfin, le représentant de l'Ouganda a exprimé l'espoir que les modalités tiendraient compte des concepts de produits PS et de MSS.

27. Le représentant du Chili a indiqué que le Chili avait pris note de la réforme de la PAC effectuée par les Communautés européennes et que les Membres devaient désormais réfléchir à ce qu'il fallait faire d'ici à Cancún et à Cancún pour progresser vers l'établissement de modalités. Le Chili était préoccupé de constater que certains Membres défendaient avec insistance la formule du Cycle d'Uruguay pour les tarifs, formule qui ne permettrait pas de réductions substantielles dans la

protection à la frontière et n'entraînerait pas beaucoup d'avantages pour les pays en développement. Pour faire progresser les négociations dans le domaine de l'agriculture et pour le reste du Programme de Doha, il fallait une formule plus ambitieuse. Le Chili était ouvert quant à la durée nécessaire à l'ajustement car il fallait ouvrir les marchés de manière organisée et éviter la prolifération d'accords commerciaux régionaux avec des gagnants et des perdants. Le Chili a noté que, outre la suppression des distorsions des échanges liées aux subventions à l'exportation et au soutien interne, des outils spéciaux seraient également nécessaires comme les produits spéciaux (et non pas stratégiques) et le MSS en tant qu'instrument de libéralisation des marchés des pays en développement. Selon le Chili, le MSS devait être utilisé sur la base de consolidations tarifaires relativement basses et les deux concepts – produits spéciaux et MSS – devaient être utilisés en tant qu'outils temporaires assortis de disciplines. Le Chili est convenu que les PMA devaient également bénéficier d'un traitement spécial.

28. La Croatie, comme d'autres pays ayant récemment accédé à l'OMC, a réitéré la nécessité de faire preuve de flexibilité pour toutes modalités futures. Concernant les tarifs, les tarifs bas devaient être exemptés de réduction, des réductions inférieures à celles que feront les pays développés devaient être autorisées pour les Membres ayant récemment accédé à l'OMC et il faudrait prévoir à leur intention une période de mise en œuvre plus longue ainsi qu'une pause dans la mise en œuvre de nouveaux engagements après la période de mise en œuvre des engagements pris au moment de l'accession. Concernant la question du MSS/de la SGS, les propositions actuelles auraient pour effet que la plupart des Membres pourraient y avoir recours à l'exception seulement de sept ou huit Membres, ayant récemment accédé à l'Organisation pour la plupart. La Croatie estimait, pour sa part, qu'un instrument de sauvegarde spéciale devait être mis à la disposition de tous les Membres. S'agissant du rapport du Président au CNC, la Croatie a réaffirmé que la réponse à la question posée par le Président sur les flexibilités à accorder aux Membres ayant récemment accédé à l'OMC ne pouvait être qu'affirmative.

29. Le représentant des États-Unis a dit qu'il ne restait plus beaucoup de temps et qu'il fallait maintenant progresser et faire preuve de volonté politique pour réformer de manière multilatérale le commerce des produits agricoles du point de vue des trois piliers. Les États-Unis avaient fait une proposition en vue d'une réforme efficace et attendaient avec impatience que les autres Membres expliquent comment ils pourraient contribuer au processus de réforme. Comme d'autres Membres, les États-Unis étaient encouragés par la réforme de la PAC adoptée par les Communautés européennes qui, espéraient-ils, se traduirait par des engagements concrets à l'OMC pour les trois piliers.

30. Le Canada a indiqué qu'il fallait vraiment faire avancer la question du soutien interne, de nombreux pays semblant hésiter à améliorer l'accès aux marchés à moins de pouvoir soutenir la concurrence sur une base juste et équitable. Le représentant du Canada a souligné la nécessité d'aller plus loin dans la réforme du soutien interne que ne le proposent le premier projet révisé et les propositions présentées par les pays recourant le plus aux subventions puisque ces propositions laisseraient en place des niveaux importants de soutien interne aux États-Unis et dans les Communautés européennes. Il fallait réduire davantage le soutien accordé au titre des catégories orange et bleue et imposer des contraintes plus rigoureuses sur la catégorie verte.

31. La Hongrie a commenté la référence figurant dans le rapport du Président au CNC à un accroissement progressif des contingents tarifaires, en relevant qu'une grande partie des Membres y était fermement opposée et que, dans la situation actuelle de forte sous-utilisation des contingents, une augmentation des quantités contingentaires ne pouvait pas déboucher sur une amélioration de l'accès aux marchés. Réagissant à une observation faite par l'Australie, la Hongrie a indiqué que par réciprocité il fallait entendre niveaux équivalents d'accès aux marchés sans recours à des obstacles SPS injustifiés et prohibitifs. La Hongrie estimait que ces obstacles constituaient un abus *de facto* du principe de précaution, raison pour laquelle elle souhaitait que le principe de précaution figure à l'ordre du jour des négociations sur l'agriculture.

32. Concernant le rapport du Président au CNC, le Zimbabwe a indiqué que la façon dont seraient traités le traitement spécial et différencié ainsi que les liens avec les trois piliers ne ressortait pas clairement. Le Zimbabwe souhaitait que le paragraphe 22 soit révisé pour inclure la catégorie verte et que les produits PS soient incorporés dans les modalités. Enfin, le Zimbabwe s'est enquis du statut du premier projet révisé, certains Membres ne l'ayant pas accepté comme base de négociation.

33. Le représentant de la Turquie a noté que si le traitement spécial et différencié devait faire partie intégrante des négociations conformément au mandat de Doha, la question des liens entre les trois piliers et des promesses faites par les pays développés concernant le traitement spécial et différencié n'avait pas encore trouvé de traduction concrète. De ce fait, les concepts de produits PS et de MSS devaient être pris en considération puisqu'ils constituaient des outils permettant de répondre aux préoccupations des pays en développement.

34. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité de la décision prise par les Communautés européennes concernant la réforme de la PAC même si ses conséquences pratiques étaient encore confuses. La Nouvelle-Zélande espérait que cela signifiait que des négociations réelles pouvaient commencer. Beaucoup de questions concernant la capacité des pays en développement à s'engager à réellement améliorer l'accès aux marchés restaient sans réponse, le train de réformes intérieures adopté par les Communautés européennes n'ayant pas suffi à sceller l'accord multilatéral envisagé dans le mandat de Doha. La Nouvelle-Zélande avait l'impression que, pour progresser sur les questions clés, une impulsion politique était nécessaire. En effet, pour la Nouvelle-Zélande, il semblait y avoir contradiction entre le clair mandat de libéralisation contenu dans le Programme de Doha et les propositions faites par certains Membres. S'agissant des résultats à attendre de Cancún, l'accent devait davantage porter sur le type d'accord qui pourrait être conclu et le genre de nouvelles directives qu'il fallait élaborer pour aider les négociateurs. La Nouvelle-Zélande a indiqué qu'une pleine participation au processus de négociations était nécessaire, mettant l'accent en particulier sur les intérêts des pays en développement étant donné que le traitement spécial et différencié était au centre du mandat et devait être rendu opérationnel dans les modalités.

35. La Malaisie a réaffirmé que la réforme dans le domaine de l'accès aux marchés était étroitement liée à la réforme des deux autres piliers. S'agissant des concepts de MSS et de produits PS, la Malaisie a souligné qu'il fallait se doter de critères pour la sélection des produits et préconisé que certaines des idées avancées par Sri Lanka et le Chili soient approfondies.

36. Certains Membres ont demandé que les déclarations qu'ils avaient faites à la Session extraordinaire formelle fassent partie intégrante du compte rendu de la Session extraordinaire formelle (voir l'annexe 3). Il a également été accédé à d'autres demandes de ce type concernant des déclarations faites aux réunions informelles des 26 et 27 juin (voir l'annexe 2 du présent rapport).

37. Le Président, concluant l'examen de ce point de l'ordre du jour, a constaté qu'il y avait beaucoup de points de vue différents. Il n'avait guère perçu de signes indiquant que les Membres étaient conscients que la Conférence ministérielle approchait et qu'il fallait maintenant s'engager dans des négociations entre Membres et non pas avec le Président. Il fallait trouver des solutions et, même si le Président allait faire tout son possible, il serait difficile de parvenir à une solution acceptable à moins que les délégations, après examen des questions, ne soient disposées à prendre les initiatives qui s'imposent pour assurer la réussite des négociations.

POINT A iii): LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ – INITIATIVE SECTORIELLE EN FAVEUR DU COTON;
PROPOSITION CONJOINTE DU BÉNIN, DU BURKINA FASO, DU MALI ET DU TCHAD

38. Le Président a noté que la proposition exposée dans le document TN/AG/GEN/4 avait été présentée au Comité des négociations commerciales par le Président Blaise Campaore du

Burkina Faso le 10 juin. À la demande des pays coauteurs de cette proposition, la proposition avait été incluse à l'ordre du jour de la Session extraordinaire.

39. Le représentant du Bénin a indiqué que la question examinée était d'une importance capitale puisqu'il en allait de la survie des producteurs de coton en Afrique, en particulier des moins développés d'entre eux; il fallait donc parvenir à un résultat positif et global. Ces pays avaient espéré que les décisions prises à la Conférence ministérielle de Doha encourageraient les Membres à négocier pour traiter la question des obstacles au commerce. Le secteur agricole dans les pays en développement était très important en termes d'emploi, de recettes d'exportation et de ressources budgétaires et constituait l'épine dorsale de l'économie. Pour les pays africains, le coton représentait plus de 50 pour cent des recettes à l'exportation et 10 pour cent du PIB, il occupait donc une position stratégique du point de vue du développement et dans les programmes de lutte contre la pauvreté. Ces pays se trouvaient dans une situation difficile en raison des niveaux de soutien élevés ayant des effets de distorsion des échanges accordés dans d'autres pays. En 2001, les subventions octroyées aux agriculteurs avaient été près de six fois supérieures aux fonds alloués pour l'aide au développement et elles représentaient une assistance très élevée en tant que proportion des prix. Selon des évaluations récentes, les pertes de revenus à l'exportation subies par les producteurs de coton africains en raison de la concurrence accrue et de la chute des prix s'élevaient à 250 millions de dollars EU.

40. Le mandat de Doha a fixé pour objectif l'établissement d'un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché, c'est pourquoi les coauteurs avaient présenté le document concernant l'initiative sectorielle afin de parvenir à une solution équitable à leur problème. Le but de cette initiative était d'obtenir des réductions substantielles du soutien interne et d'autres formes de subventions et d'améliorer l'accès aux marchés pour les exportations de coton en provenance des PMA. Les coauteurs demandaient qu'il soit procédé, au plus tard d'ici à Cancún, à des réductions immédiates du soutien interne et des mesures aux frontières ainsi qu'à des compensations financières pour les dommages causés durant la période de transition pour l'élimination des subventions. Les coauteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton présenteraient sous peu des propositions de modalités concernant des critères de référence et des estimations des niveaux de compensation. Le représentant du Bénin a rappelé que l'initiative sectorielle en faveur du coton avait déjà reçu le soutien du groupe de pays ACP, des PMA et des Ministres du commerce africains. D'autres Membres de l'OMC qui n'étaient pas membres des groupes précités avaient également compris l'importance de la question pour les pays concernés et soutenaient l'initiative.

41. Maurice a indiqué qu'elle comprenait d'autant mieux les préoccupations des coauteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton que l'agriculture jouait un rôle essentiel dans le pays, du point de vue de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire et d'un développement rural harmonieux. En outre, s'agissant du paragraphe 37 du document, Maurice a noté qu'elle rencontrait aussi de grandes difficultés pour la diversification de l'agriculture puisqu'une seule plante s'était avérée adaptée à la culture commerciale à large échelle. Cependant, Maurice a souligné que des initiatives sectorielles iraient contre ses intérêts, que 40 ministres du commerce de l'Union africaine avaient fermement pris position sur la question des préférences et que l'Union africaine avait salué la proposition sur les préférences figurant au paragraphe 16 du premier projet révisé. Tout en ayant une conception des préférences beaucoup plus large que celle de l'Équateur, Maurice était disposée à discuter de la question avec l'Équateur et à expliquer pourquoi elle ne serait jamais d'accord pour supprimer le paragraphe 16 du premier projet révisé ni pour le modifier à moins que ce ne soit dans le sens d'une amélioration.

42. Le Maroc, au nom du Groupe africain, a indiqué que les programmes d'ajustement structurel avaient entraîné le remplacement des monopoles d'État par des entreprises privées incapables de faire face à la concurrence internationale, situation qui avait à son tour causé une chute de la production. Le Maroc, soutenu par Djibouti, a ajouté que le coton était essentiel à l'économie de nombreux pays mais que, en raison des distorsions causées par les subventions, les nombreux efforts déployés pour

soutenir les producteurs de coton au niveau national n'avaient pas porté leurs fruits. Le paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha énonçait clairement les mesures à prendre pour parvenir à un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché mais la situation critique que connaissaient les pays d'Afrique occidentale et centrale rendait urgente l'adoption, à la Conférence ministérielle de Cancún, des mesures présentées dans l'initiative commune.

43. Le Paraguay, soutenu par Cuba, a salué l'initiative commune concernant le coton et relevé que le Programme de Doha pour le développement appelait à l'établissement d'un système de commerce équitable et axé sur le marché en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement, notamment des plus pauvres d'entre eux. Cette initiative devait être replacée dans un contexte plus large d'autant plus que la plupart de ses auteurs étaient des pays sans littoral comme le Paraguay. La chute des prix du coton avait également affecté l'économie du Paraguay étant donné que durant les dix dernières années les recettes à l'exportation et le nombre d'exploitations agricoles cultivant le coton avaient diminué de 72 et 52 pour cent, respectivement. Ces fléchissements étaient très graves, étant donné que le coton était en majorité produit par de petites exploitations et que, dans l'ensemble, quelque 30 pour cent de la population du Paraguay étaient impliqués dans la production, le traitement du coton et les activités connexes.

44. Le Sénégal, qui s'associait à l'initiative commune concernant le coton, a souligné la nécessité que les Membres de l'OMC traitent la question étant donné que les coauteurs de l'initiative demandaient simplement l'application d'un principe fondamental de l'OMC, à savoir le commerce loyal. Le représentant du Sénégal a ajouté qu'il s'agissait d'un des rares cas où les PMA avaient réussi à être concurrentiels par le biais d'efforts d'ajustement et qu'il était essentiel d'encourager ces pays à poursuivre sur cette voie en les autorisant à tirer parti de ces réformes. Le Sénégal a ajouté qu'il fallait que les règles de l'OMC et celles des institutions financières internationales soient compatibles. Dans le cas du coton, l'OMC devait s'adapter en rendant l'environnement commercial international compatible avec les efforts d'ajustement déployés par les PMA producteurs de coton.

45. Le représentant des Philippines, s'exprimant aussi au nom de l'Indonésie, a indiqué que la question du coton illustrait parfaitement l'injustice qui subsistait dans l'Accord sur l'agriculture. Les chiffres mentionnés dans le document sur le coton s'appliquaient aussi à nombre de pays Membres en développement de l'OMC et montraient bien quels effets les distorsions du commerce avaient sur les agriculteurs dotés de ressources limitées et la nécessité d'accompagner les réductions tarifaires de réductions substantielles des formes de soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Les Philippines estimaient que si les Membres réussissaient à établir le concept des produits PS d'ici à Cancún, les coauteurs de l'initiative sectorielle pourraient peut-être autodéclarer le coton.

46. Le représentant de l'Inde a indiqué que l'Inde souscrivait pleinement à la proposition d'éliminer les subventions à l'exportation et le soutien interne sur le coton, l'Inde ayant elle-même quelque 9 millions d'hectares de terres consacrés à la culture du coton avec une production annuelle totale allant de 10 à 14 millions de tonnes. L'Inde partageait la préoccupation des coauteurs du document sur le coton, à savoir que certains Membres de l'OMC allaient continuer à appliquer aux produits agricoles des mesures de soutien faussant les prix sur le marché international. En conséquence, les revenus allant aux producteurs des pays en développement étaient bien plus faibles, non seulement pour le coton mais aussi pour le sucre, les produits laitiers, les céréales et les graines oléagineuses. L'approche suggérée par les coauteurs était compatible avec ce que l'Inde avait suggéré, à savoir réduire le soutien relevant de la catégorie orange sur une base par produit.

47. L'Afrique du Sud, soutenue par le Canada, estimait que le document sur le coton constituait une précieuse contribution au Programme de Doha pour le développement et à sa propre position favorable à la réduction substantielle de toutes les subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges et la production. La proposition mettait l'accent sur les préoccupations particulières des PMA mais la question avait également des conséquences systémiques plus larges. À la suite de sa

déréglementation, la production de coton de l'Afrique du Sud avait enregistré un fort recul qui s'expliquait principalement par des prix internationaux bas et par l'octroi de subventions. La stratégie de l'Afrique du Sud pour le secteur du coton passait par une participation élargie, une compétitivité au niveau mondial et la durabilité dans le secteur en question. L'Afrique du Sud se félicitait de l'initiative et soutenait la diminution graduelle et l'élimination dans les meilleurs délais des subventions sur le coton ayant des effets de distorsion de la production et des échanges.

48. L'Argentine soutenait la présentation qu'avait faite le Paraguay de la situation dramatique qui régnait dans certaines de ses provinces productrices de coton (comme Chaco, Formosa et Santiago del Estero), puisqu'elle avait déjà connu des situations similaires. L'initiative conjointe sur le coton montrait bien pourquoi les distorsions devaient être éliminées comme le demandait le Groupe de Cairns. Les Membres qui accordaient des subventions sur le coton devaient fournir des compensations. Soulignant l'importance des exportations pour les pays en développement, l'Argentine a demandé qu'il soit tenu compte de l'élimination des distorsions en matière d'accès aux marchés.

49. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que la Nouvelle-Zélande soutenait les principaux objectifs du document conjoint sur le coton et encourageait les pays qui subventionnaient actuellement le coton à examiner soigneusement les faits présentés sans complaisance dans le document. La meilleure façon d'assister les pays les plus pauvres dans le cadre du système commercial mondial était de supprimer les distorsions causées par les subventions. Selon la Nouvelle-Zélande, le document plaidait en faveur des initiatives sectorielles qui pourraient compléter ou renforcer la formule qui serait adoptée pour éliminer ou réduire substantiellement toutes les subventions ayant des effets de distorsion des échanges et les obstacles à l'accès aux marchés. En tant que membre du Groupe de Cairns, la Nouvelle-Zélande se félicitait que les coauteurs voient clairement la raison d'être économique d'une réforme intérieure dans le domaine du coton. Ceux-ci n'avaient manifestement pas peur de la concurrence dans un environnement régi par le marché et la Nouvelle-Zélande œuvrerait pour transformer l'initiative conjointe en un résultat gérable dans le cadre des négociations.

50. Le représentant de la Chine a indiqué que, bien que les auteurs du document conjoint sur le coton aient placé la Chine parmi les plus grands producteurs de coton, la Chine jouait un rôle différent de celui des autres producteurs puisqu'elle était un pays importateur net, en passe de devenir un importateur plus important que certains des auteurs du document. En outre, le coton cultivé en Chine ne bénéficiait pas d'un grand soutien et le soutien allait essentiellement à certaines des provinces les plus pauvres. C'est pourquoi, dans sa propre proposition, la Chine était également favorable à la réduction substantielle du soutien interne et au retrait progressif des subventions à l'exportation dans les meilleurs délais. La Chine souscrivait pleinement à l'appel en faveur d'une solution systématique au problème du coton dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

51. Les Communautés européennes partageaient les préoccupations des coauteurs du document s'agissant des prix bas du coton sur le marché mondial et du rôle joué à cet égard par les subventions à la production et aux exportations de coton. Les Communautés européennes étaient le deuxième importateur de coton dans le monde et la plupart des importations provenaient, assorties de tarifs nuls, de pays ACP et d'Afrique orientale et centrale. Les exportations de coton en provenance des Communautés européennes étaient minimales et exemptes de subvention. La production de coton des Communautés européennes représentait seulement 2 pour cent de la production mondiale, c'est pourquoi le programme d'aide fourni par les Communautés européennes à la production de coton nationale n'avait pas une grande incidence sur les prix mondiaux. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que la Commission avait entrepris de présenter des propositions de réforme du système de soutien au coton dans les mois à venir. Les Communautés européennes étaient pleinement déterminées à réduire substantiellement le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour les produits agricoles, y compris les subventions de type primes de complément dans le cadre des

négociations de Doha ainsi qu'à parvenir, dans le domaine de l'accès aux marchés, à une série de mesures en faveur des pays en développement, y compris à une disposition en vertu de laquelle pas moins de 50 pour cent des importations des pays développés devraient provenir des pays en développement, assorties d'un droit nul. Enfin, le représentant des Communautés européennes a dit que les Communautés européennes n'étaient généralement pas favorables à des approches sectorielles mais relevaient la mention faite à des mesures appropriées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

52. Selon le Brésil, le cas du coton illustrait les conséquences de la non-application du mandat de négociation dans le domaine de l'agriculture. La proposition faite par les producteurs de coton d'Afrique occidentale et centrale s'inscrivait dans l'esprit des vues et des propositions du Groupe de Cairns. Les producteurs de coton brésiliens souffraient aussi d'une situation similaire et le Brésil avait choisi de suivre la voie du règlement des différends. Étant donné que cette situation valait aussi pour plusieurs produits agricoles de base, le Brésil a suggéré que les Membres cherchent une solution globale à la question des subventions à l'exportation et du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges.

53. Le Kenya, soutenu par l'Égypte, le Zimbabwe et l'Ouganda, partageait pleinement les préoccupations exprimées dans l'initiative conjointe, en particulier la mise en relief des objectifs du Programme de Doha pour le développement. Le Kenya espérait que les Membres tiendraient dûment compte des propositions et trouveraient une solution à long terme non seulement au problème du coton, mais aussi à celui d'autres produits de base exportés par les PMA et les pays en développement, en particulier en Afrique.

54. L'Australie s'est félicitée des propositions des coauteurs et en particulier du niveau élevé d'ambition manifesté pour les trois piliers de la réforme. L'Australie avait bien sûr proposé une réduction de toutes les formes de protection et l'élimination du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour toutes les marchandises agricoles. Cependant, la proposition conjointe était conforme à l'esprit de l'Accord sur l'agriculture et du Programme de Doha pour le développement et l'Australie pouvait donc soutenir l'élimination complète du soutien et de la protection du coton. L'Australie estimait aussi, comme l'Inde, que l'on pourrait envisager d'élargir la proposition à tous les produits tropicaux et produits transformés qui étaient dérivés du thé, du café, du cacao et du sucre, à condition qu'un tel élargissement ne diminue pas les chances de succès de l'initiative conjointe.

55. La Suisse prenait acte des difficultés décrites, en particulier à la lumière de l'objectif de développement fixé dans le Programme de Doha. La Suisse était prête à discuter d'une solution dans le cadre de négociations tout en étant consciente des implications et des difficultés liées aux propositions présentées.

56. Le représentant du Burkina Faso a remercié tous ceux qui s'étaient exprimés en faveur de la proposition dont il était coauteur. Le Burkina Faso a rappelé que le Programme de Doha pour le développement poursuivait deux objectifs, l'un étant l'inclusion de tous les Membres dans le système commercial multilatéral et l'autre celui du développement. Le Burkina Faso a indiqué qu'il s'agissait de pays agricoles très pauvres qui dépendaient d'un certain nombre de produits agricoles pour pouvoir participer au commerce international mais en étaient exclus parce que d'autres Membres ne respectaient pas les règles de transparence, de concurrence et d'équité. Il était urgent de parvenir à des résultats car c'était une question de survie; si rien n'était fait, d'ici à deux ou trois ans, le secteur du coton déclinerait en Afrique occidentale et centrale et les conséquences seraient dramatiques pour des millions de personnes dépendantes de la production du coton. Le Burkina Faso en appelait à tous les Membres qui soutenaient l'initiative en question pour qu'une solution soit trouvée à Cancún. Les coauteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton demandaient le démantèlement total des subventions pour pouvoir se maintenir sur le marché et, dans l'intervalle, ils estimaient qu'un

mécanisme de compensation financière représentait une solution raisonnable pour faire face temporairement au problème.

57. Le représentant des États-Unis a indiqué que les États-Unis avaient des propositions très ambitieuses à faire dans le domaine de l'agriculture qui répondraient à toutes les questions soulevées dans la proposition conjointe sur le coton. Les États-Unis ont appelé tous les Membres qui soutenaient la proposition sur le coton à appuyer l'appel lancé par les États-Unis en faveur de l'élimination de toutes les formes de soutien interne et de subventions à l'exportation et de la réduction substantielle des obstacles à l'accès aux marchés.

58. Le Président a remercié les quatre auteurs, constatant que la situation évoquée suscitait beaucoup de sympathie et d'inquiétude et que tous les Membres étaient désormais conscients des difficultés que connaissaient ces quatre pays. Le Président a suggéré que les Membres réfléchissent maintenant à la question proprement dite et qu'elle soit à nouveau abordée à la prochaine Session extraordinaire en vue d'une discussion plus concrète sur la façon de réagir à la proposition.

POINT B: DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ EXAMINÉES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

59. Le Président a rappelé qu'il avait distribué aux participants, le 28 mai, une copie de la lettre qu'il avait reçue, en tant que Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, du Président du Conseil général concernant un certain nombre de questions relatives au traitement spécial et différencié. Ces questions étaient liées à une proposition du Groupe africain et figuraient dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2. Les sections pertinentes de la proposition étaient jointes à la lettre du Président du Conseil général. Ces propositions avaient été adressées à la Session extraordinaire pour examen et, conformément aux indications du Président du Conseil général, le Président ferait rapport au Conseil général des résultats de la discussion tenue ce jour au sein du Comité.

60. Le Président a noté qu'il avait espéré tenir des consultations informelles préliminaires sur ces questions au cours des deux semaines précédentes. Malheureusement, le calendrier d'autres réunions et activités n'avait pas permis de trouver une salle ni d'organiser les services d'interprétation et la logistique nécessaire. Par conséquent, c'était la première fois que le Comité discutait de ces importantes questions.

61. Le Comité a discuté des articles 6:2, 14, 15:1 et 15:2 de l'Accord sur l'agriculture sur la base de la proposition du Groupe africain figurant dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2. Un résumé des discussions sur ces questions figure dans le document TN/AG/11. En conclusion de ces discussions, le Président a indiqué que le Comité reviendrait sur les quatre points au cours ou en marge de la prochaine Session extraordinaire.

POINT C: AUTRES QUESTIONS

Date de la prochaine Session extraordinaire

62. Le Président a informé le Comité que la Session extraordinaire suivante se tiendrait du 16 au 18 juillet 2003.

Annexe 1

Rapport du Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture 1^{er} juillet 2003

Dans mes remarques finales à la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture qui s'est tenue le 31 mars, j'ai annoncé que je ferais rapport aux sessions extraordinaires suivantes sur les progrès réalisés dans les consultations que j'aurais tenues sur les questions techniques et autres (voir le document TN/AG/9). En plus de ces consultations, le présent rapport traite également des discussions qui ont eu lieu à la Session extraordinaire informelle du 26 juin. Veuillez noter que ce rapport, présenté sous ma propre responsabilité, n'a pas pour objet de résumer les points de vue exprimés à ces réunions mais plutôt d'indiquer les questions discutées et de donner un bref aperçu général de la façon dont les négociations se déroulent.

Depuis la fin du mois de mars, onze consultations se sont tenues avec les participants intéressés sur un large éventail de questions techniques et autres liées à des modalités possibles dans le domaine de l'agriculture. Outre ces consultations, nous avons discuté, le jeudi 26 juin, lors de la Session extraordinaire informelle, des formules de réduction tarifaire, des engagements concernant les contingents tarifaires et des approches complémentaires pour améliorer l'accès aux marchés ainsi que du mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement et du concept des produits spéciaux. Bien qu'elles aient figuré à l'ordre du jour, les "autres" questions concernant l'accès aux marchés mentionnées dans le paragraphe 28 du premier projet révisé de modalités n'ont pas pu être examinées faute de temps et ce point sera réexaminé lors de mes prochaines consultations informelles. Les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire figuraient à l'ordre du jour d'une consultation informelle qui s'est tenue le samedi 28 juin. Enfin, le vendredi 27 juin, les participants ont eu l'occasion de faire des observations sur le projet de rapport qui sera soumis au CNC par le Président sous sa propre responsabilité dans le cadre de la préparation de la cinquième réunion de la Conférence ministérielle.

Concernant le processus précédant la réunion de la Session extraordinaire, des consultations se sont tenues le 23 avril 2003 concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement au titre de l'article 6:2 et de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Un certain nombre de délégations ont indiqué que, si une certaine flexibilité était nécessaire pour les pays en développement, les exemptions devraient être rendues plus effectives et ciblées sur les groupes ayant besoin d'assistance. Certaines se sont également dites préoccupées par d'éventuels chevauchements entre l'article 6:2 et l'Annexe 2 et il a été suggéré que la prescription fondamentale de l'Annexe 2, à savoir que les effets de distorsion sur les échanges ou les effets sur la production des mesures figurant dans cette catégorie doivent être au plus minimes, soit respectée.

Le 24 avril, les consultations ont porté sur le calcul de la consommation intérieure dans le contexte des contingents tarifaires. Certains participants ont réitéré leur point de vue, à savoir qu'une approche basée sur l'augmentation des contingents tarifaires ne serait pas équitable. Néanmoins, un certain nombre de points techniques ont donné lieu à un échange intéressant. Alors que la plupart des participants ayant pris la parole sont convenus que tout calcul de la consommation intérieure devrait être effectué de manière ouverte et transparente, les vues divergeaient concernant la méthodologie. Un autre argument avancé a été que les augmentations au prorata des contingents tarifaires éviteraient que l'on ait à recalculer la consommation intérieure.

Des réductions du soutien des catégories bleue et orange ont été discutées pendant les consultations du 25 avril. Il n'y a pas eu de réels progrès sur l'un ou l'autre sujet. Certains participants ont de nouveau souligné que, par rapport à certaines autres formes de soutien, les versements au titre de la catégorie bleue avaient relativement peu d'effets sur les échanges ou la production. D'autres ont

mis l'accent sur la nécessité que soit maintenu un certain niveau de subventions ayant des effets de distorsion des échanges leur permettant de conserver un certain niveau de production et de répondre à diverses considérations autres que d'ordre commercial. Par ailleurs, d'autres participants ont indiqué que toutes les subventions liées à la production avaient un effet important sur les échanges. Par conséquent, il faudrait réduire ou éliminer aussi rapidement que possible le soutien des catégories bleue et orange, en particulier dans les pays développés.

Les consultations sur l'administration des contingents tarifaires qui se sont tenues le 19 mai ont été axées sur les questions des importations provenant des fournisseurs NPF et comptant pour l'utilisation des contingents, les prescriptions spécifiques pour lesquelles des licences d'importation étaient exigées et le traitement spécial et différencié. Des progrès ont été accomplis mais il faut poursuivre les travaux sur ces questions et d'autres questions en suspens dans le domaine de l'administration des contingents tarifaires. Durant ces consultations, la méthodologie à suivre pour le calcul des équivalents *ad valorem* des tarifs non *ad valorem* a également été brièvement discutée.

Le mécanisme de sauvegarde spéciale envisagé en faveur des pays en développement et le concept des produits spéciaux ont été discutés au cours des consultations qui se sont tenues les 27 mai et 4 juin et, comme déjà indiqué, à la réunion informelle de la Session extraordinaire du 26 juin. Concernant le premier point, un certain nombre d'observations relatives aux avantages et aux inconvénients de l'établissement d'un tel mécanisme n'ont guère fait bouger les positions connues. En outre, les discussions ont principalement porté sur les détails des critères qui régiraient un éventuel nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale et sur son fonctionnement. Certains points ont été clarifiés mais plusieurs questions essentielles sont restées sans solution, y compris celle de l'autosélection des produits admis à bénéficier du MSS par opposition à une sélection en fonction de critères objectifs. S'agissant des produits spéciaux, des différences considérables subsistaient également même si certaines délégations avaient laissé entendre que l'acceptabilité de ce concept pourrait également dépendre de la forme et du contenu de l'ensemble des modalités pour l'accès aux marchés. Un certain nombre de pays en développement ont réaffirmé leur point de vue selon lequel les produits PS ne devraient être soumis à aucune réduction tarifaire.

Lors des consultations sur les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire qui se sont tenues le 28 mai et le 28 juin, des travaux utiles ont encore été accomplis sur des questions comme les taux d'intérêt minimaux de référence, le partage des risques et les dispositions en matière de traitement spécial et différencié. Il faudra poursuivre les travaux techniques informels sur ces éléments et d'autres éléments constitutifs d'éventuelles disciplines relatives aux crédits à l'exportation. S'agissant de l'aide alimentaire, il s'avère que la plupart des participants admettent que le rôle des disciplines possibles en matière d'aide alimentaire est d'éviter le contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation. Cependant, il nous faut en même temps veiller à ce que les règles ne fassent pas obstacle ni obstruction à une aide alimentaire véritable. L'élaboration de règles sur cette question dans le cadre des négociations est donc à la fois délicate et compliquée mais des progrès sont réalisés.

La question des modalités concernant les pays ayant récemment accédé a été discutée lors des consultations du 4 juin. Un certain nombre de pays ayant récemment accédé ont indiqué qu'une période de mise en œuvre plus longue n'était pas suffisante et qu'ils avaient besoin de davantage de flexibilité dans un certain nombre de domaines comme ils l'avaient indiqué dans leurs propositions de négociation spécifiques. D'autres délégations ont soulevé plusieurs questions, y compris celle de savoir quels pays pourraient avoir accès à des modalités spécifiques, et la nécessité et la portée d'une telle flexibilité.

Les consultations du 5 juin ont donné lieu à un échange de vues intéressant sur les formules de réduction tarifaire, les engagements en matière de contingents tarifaires et les approches complémentaires possibles pour parvenir à des améliorations substantielles de l'accès aux marchés.

Concernant les réductions tarifaires, la plupart des délégations restent fixées soit sur une formule d'harmonisation soit sur une réduction moyenne simple. À cet égard, la possibilité a été envisagée de prendre des engagements en matière de contingents tarifaires au lieu de procéder à des réductions tarifaires notables pour des produits particulièrement sensibles. Certaines suggestions utiles ont aussi été faites concernant des approches complémentaires possibles, y compris des initiatives zéro pour zéro et l'accès en franchise de tarifs et sans contingent pour les importations en provenance des pays les moins avancés. Certains pays en développement ont indiqué que, en fonction des résultats des négociations sur les produits spéciaux et l'introduction d'un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement, ils pourraient considérer l'ensemble de tarifs proposé dans le premier projet révisé de modalités comme une base de négociations raisonnable.

Les consultations sur les préférences qui se sont tenues le 5 juin ont donné lieu à un échange de vues intéressant bien qu'un peu répétitif. Certains pays en développement craignent que les réductions tarifaires n'érodent les marges de préférence dont ils bénéficient actuellement et ils ont laissé entendre que des périodes de mise en œuvre plus longues, telles qu'elles sont suggérées dans le premier projet révisé de modalités, sont insuffisantes. D'autres délégations craignaient cependant que les préférences n'établissent une discrimination à l'égard d'autres pays en développement, parfois plus pauvres.

Des consultations ont également été tenues le 5 juin sur des formes additionnelles possibles de flexibilité en faveur de certains groupes de pays. Un nombre de petits pays en développement insulaires, pays sans littoral et pays dont les économies sont en transition ont souligné une fois de plus qu'ils avaient besoin de flexibilité pour répondre à leurs préoccupations spécifiques. D'autres délégations ont indiqué que l'octroi d'une flexibilité supplémentaire à certains groupes au-delà de ce qui avait déjà été proposé dans le premier projet révisé de modalités signifierait que de nombreux pays n'atteindraient pas les objectifs fixés dans la Déclaration ministérielle de Doha.

Les "autres" questions relatives à l'accès aux marchés mentionnées au paragraphe 28 du premier projet révisé de modalités ont été discutées lors de consultations tenues le 6 juin. Faute de temps, l'échange de vues n'a été possible que sur les indications géographiques, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'étiquetage. Il y a peu à dire sur ces questions étant donné que certaines délégations continuaient à soutenir qu'elles devaient être traitées dans le cadre des négociations sur l'agriculture alors que d'autres soulignaient qu'elles ne relevaient pas du mandat pour les négociations.

Les contraintes de temps, auxquelles se sont ajoutées des difficultés pour trouver des salles de réunion, n'ont pas permis d'inclure dans les consultations tenues au cours des trois derniers mois d'autres questions présentant un intérêt pour les participants.

Comme il ressort clairement de ce bref survol de nos activités depuis la fin de mars 2003, nous avons réussi à couvrir beaucoup de terrain, y compris de nombreux sujets comptant parmi les plus difficiles et les plus complexes. Durant toute cette période, les participants ont continué à faire preuve d'un engagement actif. Les discussions ont été utiles en ce sens qu'elles ont permis de clarifier encore un certain nombre de points techniques et de positions des participants. En axant les consultations sur les questions plus difficiles ou contestées, on a pu réaliser des progrès dans un certain nombre de domaines comme les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire. Même sur les questions les plus controversées comme celle des modalités permettant de parvenir à des améliorations substantielles de l'accès aux marchés, où jusqu'alors on avait observé une certaine réticence à entrer dans les détails, certaines observations utiles ont été faites qui méritent plus ample examen.

Cela étant, les consultations sur l'accès aux marchés et le soutien interne n'ont pas encore permis de rapprocher les positions des participants qui restent très éloignées s'agissant des questions clés dans ces domaines.

D'une manière générale, il est bien évident qu'il est désormais plus urgent que jamais de faire avancer nos travaux et de trouver des solutions, en particulier sur les points fondamentaux. À cet égard, j'aimerais relever que les récentes réformes convenues entre États membres des Communautés européennes constituent un pas en avant opportun et bienvenu. Même si celles-ci répondent essentiellement à des exigences internes, elles devraient également donner un certain élan à nos négociations. Cependant, le plus dur reste à faire et le temps nous est compté. Je vous invite donc instamment à redoubler d'efforts aux niveaux bilatéral et plurilatéral au cours des semaines à venir pour accroître les chances d'un consensus, le moment venu, sur les modalités clés en vue de nouveaux engagements et pour mettre l'accent sur l'élaboration de solutions de compromis de nature à répondre aux objectifs de réforme énoncés par les Ministres à Doha.

Je ferai tout mon possible pour faciliter ces progrès. À cet égard, j'espère que le rapport que je ferai au CNC le 14 juillet sous ma propre responsabilité – dont un projet vous a été soumis pour commentaires à la réunion informelle de vendredi dernier – sera utile dans un premier temps. Aussi difficiles que soient nombre des questions clés qui se posent à nous, il nous faut maintenant les affronter et l'heure des choix a sonné. Il ne nous reste que quelques semaines avant Cancún et nous ne pouvons pas nous permettre de laisser aux Ministres un trop grand nombre de questions complexes à résoudre en un temps trop limité.

Annexe 2

Déclarations de Membres à la Session extraordinaire informelle du Comité de l'agriculture tenue les 26 et 27 juin 2003

Déclaration de l'Australie – Observations sur le rapport du Président au CNC **(TN/AG/10)**

Nous reconnaissons que cette réunion n'est pas terminée, que nous avons encore une autre réunion et que vous présenterez ce rapport sous votre propre responsabilité.

Nous nous félicitons de la possibilité de formuler des observations. Il est important que pendant la préparation de la Conférence de Cancún, tout document des Présidents rende compte avec exactitude de la position des délégations.

Nos observations concernent quatre paragraphes du rapport.

Paragraphe 14

Le paragraphe 14 a) concerne les contingents tarifaires.

La manière dont les contingents tarifaires seront traités dépendra de la formule tarifaire.

Il est évident que l'effet protecteur d'un contingent tarifaire dépendra essentiellement du niveau du taux de base et de l'ampleur de la réduction tarifaire résultant de la formule.

La proposition concernant les contingents tarifaires que vous avez présentée et la formule tarifaire figurant dans votre projet de texte sur les modalités n'aboutiront pas automatiquement à un accès accru, sans parler des améliorations substantielles de l'accès aux marchés convenues par les Ministres à Doha.

Par conséquent, la question de savoir si les contingents tarifaires existants devraient être accrus, que vous avez posée au paragraphe 14 a), n'est pas la question pertinente. Il s'agit de savoir dans quelle mesure les contingents tarifaires devraient être accrus et comment cela devrait être réalisé.

Paragraphe 15

Il est indiqué, au paragraphe 15 du projet de rapport, qu'un certain nombre de considérations autres que d'ordre commercial nouvelles ou additionnelles ont été introduites dans les négociations et que les participants doivent décider de la manière dont elles devraient être traitées.

Les indications géographiques, l'Accord SPS et l'Accord OTC sont mentionnés spécifiquement. Il y a également une quatrième question dont la délégation australienne ne comprend pas clairement les incidences.

Le projet de rapport indique que ces questions ont été "introduites" dans la négociation, ce qui peut laisser penser à tort qu'un élément d'accord a été trouvé afin de les soulever.

En fait, les trois premières propositions renvoient à des propositions qui ont été présentées par un groupe de délégations et au sujet desquelles il y a un désaccord profond sur le point de savoir si elles relèvent du mandat des négociations.

Permettez-moi d'aborder tout d'abord les propositions b) et c) qui semblent concerner la question du principe de précaution et de l'étiquetage obligatoire.

Nous nous souvenons tous que ces deux propositions ont été faites avant Doha et que, malgré les négociations menées à Doha, aucun accord n'a été conclu sur le point de savoir si elles devaient figurer au Programme de Doha pour le développement.

Je me souviens encore nettement de la discussion qui a eu lieu le dernier soir de la Conférence de Doha et au cours de laquelle une délégation a souhaité que la question de la précaution et de l'étiquetage obligatoire soit incluse dans l'objet des négociations. Les deux propositions ont été rejetées mais un compromis a été trouvé: nous sommes convenus de négociations concernant la relation entre l'OMC et les AEM (prévues au paragraphe 31 i) de la Déclaration de Doha).

Nous estimons donc que ces deux propositions sortent non seulement du cadre du mandat du Groupe mais aussi de celui du PDD. La délégation australienne ne peut accepter l'idée que la question ait été rejetée spécifiquement à Doha mais puisse être maintenant réintroduite de manière détournée sous le couvert de considérations autres que d'ordre commercial.

De plus, laisser penser que la question est une considération autre que d'ordre commercial revient à utiliser une expression impropre. Les Accords SPS et OTC visent directement le commerce des marchandises. Ils ne font pas partie de l'Accord sur l'agriculture, qui fait l'objet de négociations au titre du paragraphe 13 de la Déclaration de Doha.

Si les délégations qui ont présenté ces propositions souhaitent les maintenir, elles seront obligées de demander aux Ministres, en suivant les procédures appropriées du Conseil général, de revenir sur le mandat de Doha afin de les inclure. L'idée de renégocier le PDD n'est pas particulièrement opportune.

Comme nous le savons tous, le PDD représente un équilibre délicat auquel les délégations sont parvenues. Certes, nous avons élaboré une formulation qui enveloppe habilement un certain nombre de domaines qui ont fait depuis lors l'objet de demandes de clarification.

Cependant, en ce qui concerne ces deux propositions, il ne s'agissait pas d'esquiver les divergences – le fait est qu'elles ont été présentées et examinées mais qu'il n'y a pas eu de consensus.

Pour ce qui est de la première proposition, concernant les indications géographiques, l'histoire est un peu différente.

Les indications géographiques sont évoquées spécifiquement à deux points du PDD: aux paragraphes 12 b) et 18. Deux questions sont soulevées: l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et spiritueux, qui fait maintenant l'objet de négociations, et la proposition dite de "mise en œuvre" relative à l'extension, au sujet de laquelle le Directeur général procède actuellement à des consultations.

Ce qui est proposé au paragraphe 15 a) est d'ouvrir une nouvelle voie pour l'examen des appels des demandeurs.

Contrairement à la question de l'enregistrement et de l'extension qui a été examinée explicitement au cours de la préparation de la Conférence de Doha et pendant cette dernière, la question maintenant visée au paragraphe 15 a) n'a jamais été examinée.

La formulation de la question visée à l'alinéa a) concerne l'extension de la protection.

Les deux brèves phrases contiennent un programme visant à reformuler l'essentiel de la section 3 de l'Accord sur les ADPIC concernant les indications géographiques.

Il n'existe aucun mandat qui permette ne serait-ce que d'envisager une révision de cette nature.

- L'Accord sur les ADPIC prévoit actuellement l'obligation de protéger les indications géographiques et le droit d'exempter certaines indications géographiques de cette protection.
- Les Communautés européennes souhaitent renforcer l'obligation de protéger les indications géographiques.
- Parallèlement, elles souhaitent supprimer les droits des autres Membres à exempter certaines indications géographiques de cette protection.

Je dois aussi observer que toutes les autres discussions que nous consacrons à l'Accord sur les ADPIC (à la santé publique et aux ressources génétiques) visent à accroître les flexibilités des Membres au titre de cet accord.

Une nouvelle rédaction de l'Accord sur les ADPIC ne devrait même pas être envisagée dans le cadre des négociations sur l'agriculture. C'est là une question qui relève de la compétence du Conseil des ADPIC et du Conseil général.

Nous répétons une fois encore que si les Membres souhaitent maintenir cette proposition, ils devront le faire par les voies appropriées et non de manière détournée au sein de ce groupe.

Paragraphe 20 – Entreprises commerciales d'État

Le rapport distingue ici une des questions visées par le projet de texte sur les modalités. Il donne l'impression que toutes les questions, sauf celle qui est identifiée au paragraphe 20, font l'objet d'une large convergence de vues.

Le fait est qu'il y a une divergence fondamentale concernant le point de savoir si le projet de texte sur les modalités devrait contenir une mention quelconque des entreprises commerciales d'État.

Les Membres qui ont proposé de nouvelles disciplines n'ont produit aucun élément de preuve indiquant que les entreprises commerciales d'État constituent une forme de subventions à l'exportation. Leurs arguments selon lesquels ces entreprises faussent les échanges ou se livrent à des pratiques déloyales n'ont pas été convaincants. Le mieux qu'ils puissent faire est de suggérer qu'il existe certains aspects concernant la concurrence, que nous serons heureux d'examiner au sein du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence.

L'article XVII du GATT s'applique à tous les produits, pas seulement aux produits agricoles, et, à moins qu'il n'y ait des raisons particulières de le faire, nous ne voyons nullement la nécessité de différencier les règles en fonction du secteur.

L'idée suggérée par le paragraphe 20 selon laquelle un consensus sur l'Appendice 7 du projet de texte sur les modalités est réuni est totalement trompeuse. Nous avons, ainsi que d'autres délégations à mon avis, des vues fortement opposées sur plusieurs aspects de cet Appendice. Au mieux, nous serions d'avis que tout ce dont vous pourriez rendre compte d'un point de vue réaliste est qu'il demeure une divergence entre les Membres sur le point de savoir si les modalités concernant l'agriculture devraient comporter d'éventuelles disciplines nouvelles applicables aux entreprises

commerciales d'État (tant aux entreprises importatrices qu'aux entreprises exportatrices) et, dans l'affirmative, en quoi elles devraient consister.

Paragraphe 26 – Clause de paix

La plupart des délégations intéressées par le commerce des produits agricoles ont présent à l'esprit que la disposition de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture arrive à expiration à la fin de 2003. La question est de savoir pourquoi cette affirmation évidente doit être faite dans un document rendant compte des négociations sur l'agriculture.

Je crois savoir que vous avez affirmé à plusieurs reprises que le texte sur les modalités sur lequel nous nous sommes engagés n'est pas le résultat définitif des négociations sur l'agriculture et qu'il est destiné à servir de base pour la présentation des projets de liste de concessions.

La clause de paix a fait l'objet d'un accord en tant que contrepartie à la fin du Cycle d'Uruguay une fois les modalités convenues et les offres faites.

Il est un peu fort de sous-entendre que ceux qui sont convenus de renoncer à leurs droits au titre de l'Accord SMC continueraient de le faire en n'ayant aucune idée de ce qui va se produire au cours de ces négociations.

En fin de compte, nous devons tous décider si l'ensemble des négociations aboutit à un équilibre suffisant pour que nous souscrivions à l'engagement unique. Cependant, il s'agit là de la fin des travaux.

Nous ne voyons aucune raison de faire figurer dans votre rapport une quelconque mention de questions qui ne concernent pas la tâche immédiate que nous avons à accomplir, à savoir parvenir à un accord sur les modalités.

Déclaration du Bangladesh

Nous vous remercions pour votre rapport, au sujet duquel nous formulons les remarques suivantes:

En ce qui concerne le traitement des PMA, nous avons relevé que vous posiez deux questions aux Membres au paragraphe 25 a) et 25 b). S'agissant du paragraphe 25 a), nous souhaitons réaffirmer que les PMA seront exemptés de tout engagement de réduction. Il ne leur sera pas non plus demandé de prendre d'engagement de réduction volontaire. S'agissant de la question posée au paragraphe 25 b), nous demandons instamment de supprimer l'expression entre crochets "devraient offrir" qui figure au paragraphe 55 du document TN/AG/10. Les modalités garantiront que les pays développés offrent un accès en franchise et sans contingents à leurs marchés pour toutes les importations en provenance des pays les moins avancés.

Au sujet du paragraphe 17 de votre rapport concernant le retrait progressif des subventions à l'exportation, nous souhaitons réaffirmer que nous sommes d'avis que les subventions accordées par les pays développés pour les produits dont l'exportation intéresse les PMA soient retirées en priorité.

S'agissant du paragraphe 19 de votre rapport concernant les disciplines pour l'aide alimentaire, nous demandons qu'il soit tenu compte de la nécessité d'une aide alimentaire visant à remédier à la situation de déficit alimentaire chronique dans les PMA et à atteindre les objectifs de développement.

En ce qui concerne les paragraphes 8 à 12 de l'annexe 3 (du document TN/AG/10), les PMA examinent les incidences de ces dispositions tant sur leurs importations de produits alimentaires que sur les exportations de produits qui les intéressent. Au stade actuel, nous souhaitons mentionner que les PMA auraient besoin d'une marge de manœuvre dans les deux cas pour chercher à atteindre leurs objectifs de développement. Par exemple, ils pourraient avoir besoin que des délais plus longs soient prévus au paragraphe 9 a) ou en ce qui concerne la hausse des taux d'intérêt. La plupart des PMA ne sont pas en mesure d'accorder des crédits à l'exportation en raison de limitations financières mais ils doivent pouvoir disposer de cette option.

Les PMA pourraient avoir besoin de réexaminer ultérieurement les dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

Déclaration d'El Salvador

Au nom de ma délégation, je souhaite tout d'abord vous remercier d'avoir convoqué cette réunion et de vous être efforcé de donner un élan aux travaux du Comité.

En ce qui concerne les tarifs, l'un des trois piliers de la question considérée, mon pays s'est montré, à d'autres occasions, favorable à la formule suisse car elle correspond, à notre avis, au niveau d'ambition que nous nous sommes fixés pour ce cycle de négociations. Bien évidemment, le soutien à cette formule est soumis, pour les pays en développement tels que le mien, à trois conditions:

- 1) le traitement convenu à Doha en ce qui concerne le soutien interne et les subventions doit être accordé;
- 2) un accord sur le mécanisme de sauvegarde spéciale doit être conclu; et
- 3) les pays en développement peuvent se fonder, entre autres pour les raisons exposées dans le document que vous nous avez présenté, sur une liste de produits stratégiques qui ne font pas l'objet des mêmes concessions que les autres produits.

Je ne peux qu'approuver ce qui a été dit par notre collègue indien, à savoir qu'il s'agit seulement d'un des trois piliers. Les progrès relatifs à ce pilier dépendront des progrès accomplis en ce qui concerne les deux autres piliers.

Déclaration du Honduras et de la République dominicaine

Paragraphe 1. Approche générale

En ce qui concerne cette partie, nous considérons favorablement la possibilité de fonder la sauvegarde spéciale sur le volume et sur le prix. Cette possibilité est compatible avec la manière dont la sauvegarde spéciale actuelle est déclenchée et nous estimons que le mécanisme nouveau ne devrait pas être plus restrictif que le mécanisme actuel. Cependant, nous ne convenons pas que des conditions ou des critères spécifiques devraient être établis pour les produits pouvant bénéficier de ce mécanisme car la situation et les besoins des pays en développement sont très différents et il n'existe pas de critères qui puissent répondre à tous ces besoins simultanément. De plus, nous considérons que tous les produits soumis à des tarifs consolidés bas devraient pouvoir être visés par le nouveau mécanisme et qu'il serait peut-être nécessaire que ce dernier s'applique à certains produits assujettis à des tarifs consolidés élevés parce que ces produits sont vulnérables et importants pour le développement rural et la sécurité alimentaire. D'ailleurs, ces dernières années, les prix internationaux ont baissé considérablement et la protection fournie par ces tarifs élevés n'a pas été suffisante. Nous considérons aussi que de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de relever leurs tarifs appliqués au niveau consolidé en raison de leurs engagements au titre d'accords régionaux et que le recours au mécanisme pourrait donc leur procurer une protection temporaire à cet égard et leur permettre d'éviter de subir les effets prononcés de l'instabilité des prix et des volumes des importations.

Paragraphe 2 et 3. Champ des produits visés par le MSS

En ce qui concerne cette partie, nous estimons que le champ des produits visés devrait être vaste, comme dans le cas de la sauvegarde spéciale actuelle. Conformément au document du Secrétariat G/AG/NG/S/9/Rev.1, l'UE a réservé 539 lignes tarifaires pour des mesures de sauvegarde fondées sur les prix et sur les volumes, les États-Unis d'Amérique 189 lignes pour ces deux types de mesures de sauvegarde, le Costa Rica 87 lignes pour des mesures de sauvegarde fondées sur les prix, la Suisse 961 lignes pour ce même type de mesures, la République de Corée 111 lignes pour les deux types, le Canada 150 lignes et la Malaisie 72. Nous n'avons pas l'intention, en mentionnant ces cas, de remettre en question le droit de ces pays de recourir à l'article 5 de l'Accord mais nous souhaitons souligner qu'il n'est pas raisonnable de chercher à restreindre le nouveau mécanisme, qui doit être utilisé par les pays en développement qui n'ont actuellement aucun droit d'invoquer cet article pour quelque produit que ce soit.

De plus, nous proposons que la mention des produits à l'état primaire ou semi-transformé soit supprimée afin que tous les produits agricoles bénéficient du nouveau mécanisme, y compris les produits transformés, car ces derniers jouent un rôle important dans le développement rural, la création d'emplois, etc. D'ailleurs, certains de ces produits sont l'objet de subventions élevées ou de programmes de soutien interne qui affectent notre production nationale.

Paragraphe 4, 5 et 6. Conditions générales relatives à l'application du MSS

Nous estimons que le paragraphe 4 devrait être supprimé parce que l'objectif du nouveau mécanisme n'est pas d'interrompre les importations mais en fait d'assurer un niveau normal d'échanges, qui sera garanti par un mécanisme de déclenchement permettant de reconnaître une situation dans laquelle des importations augmentent massivement ou les prix baissent sensiblement. D'ailleurs, la période proposée n'est pas représentative parce que les prix des produits agricoles sur les marchés internationaux ont été fortement réduits pendant cette période à la suite d'importantes augmentations du soutien interne et des subventions à l'exportation, qui ont entraîné un accroissement

des importations, et l'on ne peut donc pas affirmer qu'elle correspond à des niveaux normaux d'échanges.

Nous proposons aussi de supprimer le paragraphe 5 parce que nous avons toujours soutenu que ce mécanisme était une mesure d'urgence, limitée dans le temps, dont l'objectif est de répondre aux chocs extérieurs, qu'il s'agisse d'accroissements des importations ou de chutes des prix, et qu'il faudrait remédier aux effets nocifs de ces situations en appliquant la mesure de sauvegarde spéciale au produit, quel que soit son pays d'origine.

Paragraphe 6 a) et 6 b). Forme des mesures spéciales à l'importation

En ce qui concerne le paragraphe 6 a) (mesures fondées sur les prix), nous estimons que l'obligation de libeller les prix dans la monnaie nationale devrait être supprimée car plusieurs pays en développement font face à des situations d'inflation et de dévaluation de leur monnaie nationale qui rendraient impossible le déclenchement de cette mesure. Nous estimons d'ailleurs que la solution la plus appropriée consisterait à libeller le prix dans la monnaie utilisée sur le marché de référence.

Pour ce qui est du paragraphe 6 b) (mesures fondées sur le volume), nous considérons que le chiffre de 30 pour cent est plutôt limité, surtout pour les pays qui appliquent des tarifs déjà bas et n'accordent aucun type de soutien ou de subvention à leurs producteurs. De plus, la seconde partie de ce paragraphe, qui concerne le déclenchement de la mesure lorsque le volume moyen des importations augmente de 25 pour cent par rapport à la période triennale précédente, est insuffisante parce qu'on compte que les importations augmenteront de plus de 25 pour cent pendant une brève période et parce que cela pourrait provoquer la ruine de nombreux exploitants étant donné la vulnérabilité du secteur agricole des pays en développement. Nous proposons que ce chiffre soit ramené de 25 à 5 pour cent car nous estimons qu'un gouvernement devrait pouvoir agir avant qu'un dommage soit effectivement causé à la production.

En outre, nous estimons que la dernière phrase du paragraphe 6 b) devrait être supprimée car si la mesure est appliquée au mois de novembre de l'année en cours, par exemple, elle devrait être retirée le mois suivant, c'est-à-dire en décembre, de sorte qu'elle n'atteindrait pas son but. La mesure devrait donc avoir une durée de 12 mois et pouvoir être prorogée.

De plus, la possibilité d'appliquer des restrictions quantitatives n'est nullement mentionnée. Cette possibilité devrait être ajoutée car ces mesures donnent au pays importateur une plus grande sécurité, s'agissant du niveau des importations destinées à son marché. Afin de ne pas interrompre le flux normal des importations, on pourrait convenir que la mesure doit être imposée de manière à autoriser un niveau minimum d'importations fondé sur les importations d'une période récente, qui pourrait être les trois dernières années.

Paragraphe 7. Transparence et prescriptions en matière de notification

Les dispositions relatives à la transparence et les prescriptions en matière de notification concernant ce mécanisme devraient être simples et ne devraient pas devenir une contrainte administrative additionnelle ni décourager l'application du mécanisme. En tout cas, elles ne devraient pas être plus contraignantes que les dispositions actuelles relatives à l'application de l'article 5 de l'Accord.

Paragraphe 8. Durée et réexamen

S'agissant de la durée, nous considérons que la possibilité de déclencher le mécanisme une nouvelle fois devrait être autorisée lorsque la situation qui a donné lieu à l'imposition de la mesure de sauvegarde spéciale persiste.

DÉCLARATIONS CONCERNANT LA FORMULE DE RÉDUCTION

HONDURAS. Mon pays pourrait envisager une réduction tarifaire pour autant que les modalités prévoient un mécanisme de sauvegarde spéciale efficace et qu'un nombre important de produits stratégiques qui **ne feront l'objet d'aucune réduction tarifaire** sont convenus. En effet, le niveau actuel des consolidations du Honduras est très bas et notre secteur agricole est totalement dépourvu de protection car nous n'avons aucun instrument permettant de prévenir les effets nocifs des subventions et du soutien interne.

D'une manière générale, M. le Président, les niveaux de la réduction tarifaire concernant les produits agricoles restants qui ne sont pas stratégiques devraient être, dans l'hypothèse où une marge de flexibilité appropriée est effectivement convenue pour les produits stratégiques, substantiellement inférieurs à ceux qui sont demandés par les pays développés tant que demeurent les subventions à l'exportation et le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges internationaux.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. Ma délégation pourrait accepter la proposition que vous avez présentée à condition qu'il y ait un traitement spécial et différencié efficace, qui devrait consister à approuver un grand nombre de produits stratégiques, sélectionnés par chaque pays en fonction de ses besoins en matière de sécurité alimentaire et de développement rural. De plus, il est vital, comme nous l'avons déjà affirmé, que les pays en développement disposent d'un mécanisme de sauvegarde spéciale. Si aucun accord satisfaisant n'est conclu au sujet de ces deux instruments, notre délégation réservera sa position sur la formule de réduction tarifaire.

DÉCLARATIONS CONCERNANT LES CONTINGENTS TARIFAIRES

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. Tout d'abord, nous considérons extrêmement positive l'affirmation, figurant au paragraphe 20 de votre document, selon laquelle les volumes des contingents tarifaires pour les produits stratégiques ne devraient pas être accrus. C'est là un élément essentiel à l'octroi effectif du traitement spécial et différencié à nos pays. Cependant, en ce qui concerne les tarifs contingentaires, nous souhaiterions que la proposition figurant dans le premier projet soit maintenue, autrement dit que les tarifs contingentaires des pays en développement ne fassent pas l'objet de réduction. En tout cas, nous pouvons convenir que seuls les tarifs contingentaires visant les produits stratégiques devraient être exemptés de la réduction.

Il est important de tenir compte du fait que les tarifs contingentaires résultent de négociations délicates entre pays importateurs et exportateurs et qu'ils n'ont pas été établis sur la base de modalités multilatérales. Par conséquent, leur modification perturberait l'équilibre obtenu au cours des négociations susmentionnées. De plus, ces tarifs ont déjà été consolidés à des niveaux plutôt bas.

Ensuite, les dispositions figurant dans votre document révisé établissent un lien direct entre les tarifs contingentaires et le fait que le contingent n'ait pas été pleinement utilisé. Cependant, l'expérience nous montre qu'il existe d'autres facteurs expliquant pourquoi un contingent n'est pas pleinement utilisé, par exemple les procédures d'administration des contingents ou le fait que la production nationale soit suffisante. Il est également important de ne pas oublier que les contingents tarifaires n'impliquent pas un engagement d'importer mais un engagement en matière d'accès, de sorte que les Membres qui n'ont pas utilisé un certain pourcentage de leurs contingents ne devraient pas être pénalisés, étant donné qu'ils n'ont violé aucun engagement.

DÉCLARATIONS CONCERNANT LES CRITÈRES RELATIFS AUX PRODUITS STRATÉGIQUES (PARAGRAPHE 11)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET HONDURAS. Vous vous souvenez certainement qu'un groupe de pays en développement a présenté le document JOB(03)/59 daté du 20 mars 2003,

qui indique qu'il n'est pas possible de définir des critères correspondant aux situations différentes de chaque pays en développement. Nous avons donc considéré que chacun de nos pays devrait avoir le droit de déterminer lui-même quels sont ses produits stratégiques sur la base d'un pourcentage de lignes tarifaires correspondant à des produits nationaux. Nous estimons d'ailleurs que c'est là le seul moyen de répondre aux besoins spécifiques de nos pays en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et de réduction de la pauvreté.

Déclaration du Honduras

Vous avez indiqué clairement que le rapport figurant dans le document 4806 est présenté sous votre propre responsabilité mais je dois souligner qu'il nous donne de sérieux motifs de préoccupation.

D'une manière générale, je souhaite indiquer que votre rapport ne mentionne pas le lien, établi par la quasi-totalité des pays en développement, entre les trois piliers des négociations et que nous ne pouvons pas accorder de concessions en matière d'accès aux marchés à moins que ne soit menée une réforme de vaste portée des subventions à l'exportation et du soutien interne qui a des effets de distorsion des échanges internationaux.

Au paragraphe 12, vous semblez laisser entendre que les pays Membres qui ont défendu le concept de produits stratégiques conviennent d'approuver des réductions extrêmement faibles alors que les pays en développement, et ma délégation en particulier, ont souligné que les produits stratégiques ne devaient pas faire l'objet de réductions tarifaires et que notre position n'a pas changé. À cet égard, nous proposons de supprimer le libellé "qui seraient admissibles au bénéfice de taux de réduction sensiblement plus faibles", figurant au paragraphe 12, et de le remplacer par le libellé suivant: "qui ne seraient pas admissibles au bénéfice de réductions".

Au paragraphe 13, vous laissez entendre que le maintien du concept de produits stratégiques dans les modalités dépend de la formule de réduction tarifaire. M. le Président, ma délégation a indiqué à plusieurs reprises que, quelle que soit la formule appliquée, le Honduras ne pouvait pas réduire ses tarifs sur les produits stratégiques car le niveau de ses consolidations actuelles est déjà très bas.

En ce qui concerne le paragraphe 14, vous établissez un lien entre la sauvegarde spéciale et la formule de réduction tarifaire. Nous ne pouvons l'accepter car, comme nous l'avons déjà affirmé, le mécanisme de sauvegarde spéciale est nécessaire pour remédier à des situations d'instabilité des prix et de hausses importantes des volumes d'importations fortement subventionnées, et n'est pas lié à la formule de réduction à adopter.

Déclaration de la Hongrie – Observations au sujet du
Rapport du Président au CNC
(TN/AG/10)

Permettez-moi d'approuver le choix judicieux que vous avez fait en évitant de préjuger le mandat de négociation, de même qu'en décidant d'inclure tous les points importants soulevés dans les propositions et discutés lors des négociations. Nous estimons, comme vous, que le but du présent rapport n'est pas d'interpréter le mandat ni de le préjuger.

Nous espérons que lors de la mise au point définitive du rapport, vous resterez fidèle à cette approche et ne suivrez pas le conseil des Membres qui s'estiment en droit de décider par eux-mêmes du contenu du programme de négociation et qui considèrent que le seul moyen constructif de répondre aux importantes préoccupations d'ordre autre que commercial d'une grande partie des Membres consiste tout simplement à les ignorer. Nous ne sommes pas sûrs qu'une telle approche nous permettra de réaliser les progrès que nous souhaitons tous à ce stade des négociations.

En ce qui concerne les questions spécifiques, je n'en aborderai qu'une à cette heure tardive et me contenterai de faire observer qu'il nous est très difficile de comprendre les propositions de modification du projet de texte dans le domaine de l'accroissement des contingents tarifaires. Je ne mentionnerai que deux points. Premièrement, une grande partie des Membres sont manifestement opposés à cet accroissement et deuxièmement, dans un contexte mondial de sous-utilisation marquée des contingents tarifaires, il n'y a pratiquement aucune amélioration à attendre d'une simple augmentation du volume de ces contingents.

Déclaration de l'Islande

L'Islande compte parmi les pays qui sont partisans d'appliquer l'approche du Cycle d'Uruguay dans le cadre des présentes négociations. Nous avons sans cesse fait valoir que dans le processus actuel, les principes de continuité et d'adaptation étaient au cœur de nos préoccupations. Il faut donner à notre secteur agricole vulnérable une véritable chance de s'adapter aux réalités imposées par une réforme de fond et par la poursuite des objectifs à long terme de l'Accord sur l'agriculture. Tel est le processus auquel nous nous sommes engagés et auquel nous devrions nous tenir. Nous avons par ailleurs souligné à maintes reprises l'importance des considérations autres que d'ordre commercial et appelé l'attention sur les différents besoins des Membres à cet égard. L'approche du Cycle d'Uruguay, qui est par définition une formule de compromis, nous donne la flexibilité nécessaire pour atteindre nos divers objectifs dans le cadre d'une réforme de fond.

L'Islande ne peut accepter l'application d'une formule d'harmonisation tarifaire pour la simple raison que cela ne tient pas compte des problèmes que nous pose le maintien d'un secteur agricole dynamique aux confins du cercle polaire arctique. Je tiens en outre à souligner, compte tenu des points de vue exprimés auparavant par quelques délégations, que l'harmonisation des tarifs n'est ni une obligation ni un objectif de l'Accord sur l'agriculture ou de la Déclaration de Doha. Une approche uniforme ne nous mènera nulle part.

Réduire la flexibilité dont nous avons besoin pour imposer la dose nécessaire de protection tarifaire aux quelques produits qui forment la base de l'agriculture islandaise ne pourrait avoir que de graves conséquences. L'Islande importe déjà plus de la moitié de sa consommation alimentaire nationale en termes de calories et la plupart des importations agricoles en provenance de pays en développement entrent sur le marché en franchise ou hors contingent.

Contrairement à ce que certains ont déclaré, nous soutenons que rien n'empêche de traiter la question des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits dans le cadre d'une approche générale de l'accès aux marchés du type de celle qui avait été adoptée pour le Cycle d'Uruguay. Nous sommes assurément prêts à étudier des modalités à cet égard, en accordant une attention particulière aux produits présentant un intérêt pour les pays en développement.

Nous n'avons ni envisagé ni proposé l'accroissement des contingents tarifaires et, pour des raisons qui ont déjà été exposées, nous ne voyons pas pourquoi nous inclurions cette mesure dans nos modalités. De même, nous ne comprenons pas ce qui justifierait l'élimination de la clause de sauvegarde spéciale pour les pays développés. Nous sommes d'avis que cette clause devrait rester en vigueur pendant la durée du processus de réforme, comme le stipule l'Accord sur l'agriculture.

Déclaration de l'Inde

Les principes sur lesquels repose la position de l'Inde au sujet des modalités proposées pour l'accès aux marchés restent tels qu'ils ont été exposés lors des réunions précédentes, en particulier celles de février et de mars 2003. Je rappellerai que nous avons très clairement déclaré que le niveau d'ambition du pilier de l'accès aux marchés était sans commune mesure avec celui qui était proposé pour les piliers du soutien interne et de la concurrence à l'exportation. Étant donné qu'il existe un lien explicite entre les trois piliers, il nous est assez difficile de présenter des observations au sujet de l'accès aux marchés sans savoir encore précisément ce qui sera réalisable au titre des deux autres piliers.

Nous avons eu l'occasion d'analyser le soutien interne dont bénéficient, dans les principaux pays développés, un certain nombre de produits dont l'exportation présente un intérêt sur le plan national. Nous avons constaté que dans un pays, le soutien par produit, rapporté à la valeur de production, atteignait jusqu'à 56,3 pour cent pour le sucre, 53,9 pour cent pour le coton, 48,7 pour cent pour la laine, 42,1 pour cent pour l'huile de tournesol, 36 pour cent pour les cacahouètes, 35 pour cent pour le riz et 23 pour cent pour les graines de soja. Le soutien aux produits laitiers atteint 40 pour cent dans certains autres pays. Et ce n'est là qu'un point parmi d'autres.

Nous nous demandons pourquoi il n'a été proposé qu'une réduction moyenne dans la catégorie orange, alors qu'une approche fondée sur des fourchettes tarifaires, avec des engagements de réduction progressive, a été proposée en ce qui concerne l'accès aux marchés. En toute logique, les approches adoptées pour chacun des différents piliers devraient être semblables. Autrement dit, si l'approche adoptée pour la réduction du soutien interne n'est pas fondée sur des fourchettes, on pourrait espérer qu'il en soit de même pour l'abaissement des droits de douane, ce qui correspond à l'approche du Cycle d'Uruguay, qui existe déjà. Nous restons foncièrement attachés à l'approche du Cycle d'Uruguay pour la réduction des droits de douane.

Vous avez cité les engagements en matière d'accès sous forme de contingents tarifaires comme un des domaines à prendre spécialement en considération au cours de la présente session informelle. L'Inde souhaite déclarer qu'elle attache de l'importance à la proposition qui figure au paragraphe 20 du premier projet de modalités révisé, selon laquelle les pays en développement ne seront pas tenus d'accroître les volumes des contingents tarifaires pour les produits PS. L'Inde souhaite également déclarer que l'accroissement des volumes des contingents tarifaires ou la réduction des taux contingentaires ne concernent en aucun cas les contingents établis dans le cadre de la tarification au titre des engagements pris par les Membres pendant le Cycle d'Uruguay. Nous ne sommes pas convaincus qu'il faille pour une raison ou pour une autre demander à des Membres comme l'Inde, qui n'ont pas tarifé leurs restrictions quantitatives appliquées à des fins de balance des paiements, d'accroître les volumes des contingents tarifaires pour des produits dont le volume a été établi dans le cadre d'un échange de concessions lors des négociations au titre de l'article XXVIII.

Au paragraphe 22, une exception a été proposée concernant l'accès en franchise de droits contingentaires pour "les produits qui revêtent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement" de certaines catégories de produits. Nous aimerions comprendre comment, dans la pratique, cette proposition particulière se traduirait en engagements dans les listes des Membres.

La pertinence d'approches complémentaires telles que la présentation de demandes et d'offres et les initiatives sectorielles dépend de la nature de la formule retenue pour la réduction des droits de douane. En raison de leur nature même, ces approches ne peuvent être adoptées par les Membres qu'à titre facultatif, sans que cela influe sur l'acceptation par tous les Membres des projets de listes diffusés par certains d'entre eux sur la base de la formule approuvée pour les réductions tarifaires. Je me

demande s'il sera possible d'adopter cette approche en ce qui concerne le soutien interne. Nous notons que quelques pays, comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, ont proposé d'adopter une approche "zéro pour zéro" en ce qui concerne le soutien interne au coton.

Enfin, nous souhaitons réaffirmer qu'il est indispensable et de la plus haute importance de protéger les moyens d'existence de la grande majorité de nos agriculteurs, qui disposent de ressources limitées.

Déclaration de l'Inde

Notre point de vue sur les produits spéciaux reste cohérent. Nous sommes fermement convaincus qu'il s'agit là du quatrième pilier des négociations sur l'agriculture. Il existe de nombreux liens entre cette question et notre manière d'envisager la réduction des droits de douane. Les produits spéciaux trouvent leur justification dans le maintien de la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et la promotion du développement rural. Étant donné que l'agriculture est en Inde un métier traditionnel exercé dans plus de 20 zones agroclimatiques différentes, il est essentiel de maintenir la production agricole pour maintenir les revenus. Il est irréaliste d'envisager d'autres systèmes de sécurité sociale ou de garantie du revenu pour plus de 650 millions de personnes. Dans le cas où l'analyse de l'Australie aboutirait à des conclusions différentes, nous aimerions en être informés. Cette situation concrète du secteur agricole se combine au fait que presque toutes les cultures sont tributaires de la pluie et que la marge de manœuvre dont disposent les agriculteurs pour diversifier les cultures est, à leur niveau, limitée. Pour ces mêmes raisons, il est difficile de parvenir à sélectionner les produits spéciaux en fonction de critères. De même, il ne serait pas possible de fixer des critères de manière multilatérale. La combinaison de tous ces facteurs laisse peu de place à des modifications des conditions du marché extérieur. Par conséquent, il est nécessaire de donner à un certain nombre de produits la désignation PS.

Pour traduire concrètement l'objectif poursuivi à travers la notion de produits spéciaux, il faudrait que les produits PS soient désignés dans une autodéclaration et que leur nombre soit limité à un certain pourcentage du nombre total de lignes tarifaires agricoles. Toute tentative visant à ne pas tenir compte de ces facteurs et à imposer des critères serait contraire au but même dans lequel le pilier des produits PS doit être créé.

Les partisans d'un commerce libre mais pas nécessairement équitable mettent uniquement l'accent sur les échanges commerciaux et accordent moins d'importance à la protection des moyens d'existence des agriculteurs dont les produits se vendent sur des marchés qui les intéressent. Nous serions fondés à approuver leur démarche s'ils pouvaient donner à tous les agriculteurs des pays concernés, auxquels une telle démarche fait courir le risque grave de perdre leurs moyens de subsistance, l'assurance de trouver un autre emploi ou d'autres revenus.

Pour répondre en toute justice aux délégations qui craignent que le fait de classer ne serait-ce que dix produits de cinq pays en développement dans la catégorie des produits PS n'entraîne une perte de possibilités commerciales sur les marchés agricoles qui porterait sur 75 pour cent des importations des cinq pays en question, nous notons qu'aux niveaux tarifaires actuels ces produits n'en donnent pas moins lieu à des échanges commerciaux substantiels parmi les pays en développement. Toute réduction supplémentaire des droits de douane à la suite des présentes négociations ne peut que favoriser ces échanges.

L'argument avancé par certains selon lequel le commerce règle les problèmes de compétitivité ne tient pas lorsque la survie est en jeu. De plus, les facteurs qui déterminent la compétitivité varient d'un pays à l'autre. Cela se vérifie d'autant plus dans une situation où les marchés mondiaux restent gravement faussés et où toute réduction dans la catégorie orange ne se traduit que par un transfert de subventions de cette catégorie à une autre.

Les suggestions faites aujourd'hui par le Canada et par quelques autres au sujet de l'instauration de nouveaux contingents tarifaires vont à l'encontre des objectifs poursuivis au moyen des produits spéciaux.

En ce qui concerne la proposition relative au nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement, il est indéniable qu'à la suite des nouvelles réductions tarifaires et étant

donné la volatilité des prix observée pour une large gamme de produits agricoles au cours de la dernière décennie en particulier, il devient indispensable pour les pays en développement de disposer d'un tel mécanisme pour protéger les agriculteurs vulnérables.

Il ressort de notre analyse de l'application, par les pays qui remplissent les conditions requises, de la clause de sauvegarde spéciale (clause SGS) de l'article 5 qu'en fait, le recours à cette clause, que ce soit en référence au volume ou au prix, a été fréquent dans la phase qui a suivi le Cycle d'Uruguay: les pays de l'OCDE l'ont invoquée 210 fois en référence au volume et 438 fois en référence au prix au cours de la période 1995-1999. En outre, ces sauvegardes n'ont pas été appliquées seulement pour les produits qui, dans les listes de ces Membres, correspondaient à des droits de douane peu élevés.

Pour qu'une sauvegarde spéciale du type de celle que prévoit l'article 5 puisse s'appliquer pour les pays en développement, il faudrait donc qu'elle tienne compte de la nécessité de ménager une flexibilité suffisante pour traiter les situations nouvelles, l'élément de déclenchement étant à la fois le prix et le volume, et qu'elle couvre tous les produits indépendamment du niveau actuel des consolidations tarifaires. Je suis certain que le Chili conviendra que les risques sont élevés lorsque le soutien aux produits est élevé, indépendamment de la consolidation tarifaire.

En ce qui concerne la période de base pour le nouveau mécanisme, il conviendrait peut-être de s'entendre sur la période 1996-1998 pour les éléments de déclenchement relatifs au prix et au volume, cette période se situant exactement dix ans après la période de base du Cycle d'Uruguay.

Afin de ne pas réduire l'efficacité du mécanisme de sauvegarde spéciale dans la poursuite d'objectifs légitimes, il est important que le prix de référence extérieur et le prix à l'importation c.a.f. de l'expédition considérée soient exprimés dans une monnaie stable.

Le niveau de déclenchement des sauvegardes en fonction du volume ou du prix devrait être fixé sur une base de 10 pour cent. Le montant des droits additionnels ne devrait pas être limité à des niveaux qui ne permettent pas aux pays en développement de remédier efficacement à la volatilité des prix et à la poussée des importations. De même, si les conditions qui ont conduit en premier lieu à mettre en œuvre la mesure de sauvegarde subsistent, il n'est pas justifié de ne maintenir le droit additionnel que jusqu'à la fin de l'année pendant laquelle il a été imposé.

Nous notons que les pays développés et les pays en développement, qui ont le droit de recourir à la clause de sauvegarde spéciale figurant à l'article 5, continueront de jouir de ce droit. Le nombre de produits couverts par le mécanisme de sauvegarde spéciale étendu aux pays en développement devrait donc être au moins comparable à celui des produits visés par la sauvegarde spéciale prévue à l'article 5.

Enfin, nous estimons que rien ne peut justifier l'établissement d'une distinction entre les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les autres pays en développement pour ce qui est des produits visés par le nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale. Il n'y a pas de raison valable pour que le recours par d'autres pays en développement à une sauvegarde conçue à l'intention des producteurs vulnérables soit limité à un nombre restreint de produits.

Nous exposerons plus en détail notre position au sujet des produits PS quand l'occasion nous en sera offerte.

Déclaration de la Jamaïque

La Jamaïque soutient la formule du Cycle d'Uruguay. Vos propres propositions sur l'accès aux marchés, que ce soit en ce qui concerne les tarifs ou l'accroissement des contingents tarifaires sur une base NPF, auraient de graves conséquences négatives relativement à des produits essentiels qui sont pour nous d'une grande importance.

Nous estimons donc qu'il faudrait que la question des préférences soit traitée de manière satisfaisante pour que nous puissions commencer à prendre en considération le niveau d'ambition inscrit dans votre proposition. Ainsi en est-il sur le plan de l'exportation.

En ce qui concerne l'importation, nous estimons que toute possibilité d'approuver vos propositions est liée au résultat des discussions sur le mécanisme de sauvegarde spéciale et les produits spéciaux.

Déclaration du Kenya

Je vous remercie de nous offrir la possibilité de présenter des observations préliminaires au sujet de votre rapport. Nous prenons dûment note du fait que ce rapport est soumis sous votre propre responsabilité. Nous prenons également note de la formulation du texte qui, à notre avis, semble impliquer que les Membres se sont mis d'accord sur certains points. En ce qui nous concerne, toutes les questions font l'objet de négociations et il n'y a d'accord sur aucun point tant qu'il n'y a pas d'accord sur tous les points. Nous portons le même regard que vous sur la voie à suivre et, en particulier, sur l'urgente nécessité de définir des orientations et de prendre des décisions collectivement sur un certain nombre de questions essentielles afin de préparer l'établissement de modalités.

Paragraphe 8

Il est dit dans ce paragraphe que pour les points non explicitement mis en évidence dans le rapport, un résultat final sur les modalités tiendrait compte des progrès accomplis dans les consultations techniques et autres depuis le 31 mars. À notre avis, ce paragraphe semble indiquer qu'il existe un consensus sur certains points, ce qui n'est pas le cas. Nous aimerions donc avoir des éclaircissements au sujet de ce paragraphe.

Paragraphe 12

À propos des produits PS, nous convenons qu'un nombre important de pays en développement ont accueilli favorablement ce concept. Cependant, un certain nombre de pays en développement, en particulier des pays africains, ont fait valoir que les produits PS devraient être exemptés de la réduction tarifaire, ce que vous devriez sans doute mentionner dans votre rapport. Votre paragraphe 12 semble indiquer que les pays qui ont soutenu le concept de produits PS ont aussi approuvé l'idée de "taux de réduction sensiblement plus faibles".

Paragraphe 13

Le paragraphe 13 de votre rapport ne rend pas compte de manière équilibrée des discussions qui ont eu lieu au sujet du concept de produits PS. Selon nous, un nombre important de pays en développement, y compris le Kenya, ont déclaré explicitement qu'ils attachaient de l'importance à ce concept. Nous proposons donc que ce paragraphe soit remanié afin de rendre compte plus pleinement et de manière plus équilibrée des discussions qui ont eu lieu au sujet du concept de produits PS, y compris au sujet de la nécessité de remplacer ce concept par celui de produits stratégiques. Nous souhaitons signaler en outre que le concept de produits PS est indépendant de la formule de réduction tarifaire à convenir.

Paragraphe 14

Au sujet du paragraphe 14 a), le Kenya et un certain nombre d'autres pays en développement ont fait valoir qu'il était nécessaire d'envisager un accès préférentiel pour les petits fournisseurs, au titre du traitement spécial et différencié, dans tout accroissement des contingents tarifaires. Cela n'est toutefois pas mentionné dans le rapport.

Au sujet du mécanisme de sauvegarde spéciale, nous souhaitons faire observer que ce mécanisme destiné aux pays en développement aidera ceux-ci à faire face aux poussées des importations et aux brusques chutes des prix et nous ne voyons donc aucun lien entre ce mécanisme et la formule de réduction tarifaire. Par ailleurs, nous avons fait valoir à plusieurs reprises que le

mécanisme de sauvegarde spéciale ne devrait pas être fondé sur l'actuelle sauvegarde spéciale pour l'agriculture, celle-ci devant cesser de s'appliquer au début de la période de mise en œuvre.

Subventions à l'exportation (paragraphe 17)

Pour le Kenya, le paragraphe 17 ne rend pas compte comme il se doit des discussions qui ont eu lieu au sujet des subventions à l'exportation. Bien que la base de ces discussions ait été les paragraphes 29 à 35 du premier projet révisé, les Membres ont sans aucun doute exprimé d'autres points de vue n'allant pas nécessairement dans le sens de la formule proposée dans ces paragraphes.

Soutien interne

Nous notons que votre rapport ne rend pas compte des discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent au sujet de la catégorie verte et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir apporter des éclaircissements sur cette omission. Un certain nombre de pays en développement, y compris le Kenya, ont fait ressortir la nécessité d'un plafonnement des éléments de la catégorie verte ayant des effets de distorsion des échanges et d'un durcissement des critères spécifiques établis pour cette catégorie. Nous avons également émis des réserves au sujet de l'élargissement de la catégorie verte.

Au sujet du *de minimis*, nous avons déclaré à plusieurs reprises que ces dispositions devraient être éliminées pour les pays développés et que les pays en développement Membres devaient être autorisés à accorder un soutien global dans la limite des niveaux *de minimis*.

Au sujet de la clause de paix, nous sommes d'avis que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture dispose très clairement que cette clause arrivera à expiration le 31 décembre 2003. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de discuter ce point.

Enfin, nous convenons qu'il est nécessaire de fixer une nouvelle date pour la présentation des projets de listes globales fondées sur les modalités à établir. Cependant, la nouvelle date devrait selon nous être purement indicative afin que les pays en développement disposent d'assez de temps pour préparer ces listes une fois que les modalités auront été pleinement approuvées, y compris les modalités relatives au traitement spécial et différencié.

Déclarations de Sri Lanka

Observations liminaires

Concernant la formule de réduction tarifaire, nous avons indiqué clairement notre position au cours des réunions précédentes ainsi que pendant les consultations que vous avez menées au niveau technique. Nous continuons de penser que l'approche que vous proposez, en trois fourchettes pour les pays développés et en quatre fourchettes pour les pays en développement, pourrait constituer une bonne base pour envisager une réduction tarifaire. Cependant, nous partageons le point de vue selon lequel les tarifs supérieurs à 100 pour cent devraient être traités de manière différente et qu'ils devraient être harmonisés au moyen d'une méthode fondée sur une formule. C'est pourquoi nous estimons également que la formule du Cycle d'Uruguay ne permettrait pas de traiter les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs.

S'agissant des produits PS, nous appuyons l'idée qu'une réduction tarifaire minimale de 5 pour cent serait peut-être un moyen de les traiter. Ainsi, nous pourrions admettre une réduction tarifaire pour ces produits.

Ce qui est important, c'est qu'un pays tel que Sri Lanka, dont les tarifs consolidés sont bas – et nombreux sont les pays dans ce cas – espère que les concepts de PS et de MSS permettront de répondre à ses préoccupations concernant les produits sensibles et certains des produits pour lesquels les consolidations tarifaires sont très peu élevées. C'est pourquoi notre position est la suivante: la formule de réduction tarifaire à laquelle nous pourrions souscrire dépendrait évidemment de la manière dont les concepts de PS et de MSS seraient traités et, en fin de compte, de la manière dont les instruments seraient élaborés dans ces deux domaines. Nous présenterons nos observations lorsque le moment sera venu de débattre de ces questions mais, pour l'instant, je réitère notre position telle que nous l'avons exprimée: nous nous réservons le droit de modifier notre position en fonction de ce que seront les résultats concernant les instruments qui seront finalement élaborés pour les PS et le MSS.

MSS

En ce qui concerne le concept de PS et le mécanisme de sauvegarde spéciale, ma délégation a présenté des observations détaillées au cours de notre réunion précédente ainsi que pendant les consultations au niveau technique que vous avez menées depuis cette réunion. Comme nous l'avons dit, l'approche que nous adopterons pour ces deux concepts et les instruments que nous élaborerons détermineront en grande partie notre approche en ce qui concerne la formule de réduction tarifaire. Nous sommes favorables à l'approche en trois fourchettes pour les pays développés et à l'approche en quatre fourchettes pour les pays en développement, ainsi qu'à l'harmonisation des tarifs supérieurs à 100 pour cent. Nous croyons que les préoccupations des pays en développement dont les tarifs consolidés sont bas pourront être traitées au moyen de ces deux instruments concernant les PS et le MSS.

Nous tenons à souligner que les PS et le MSS visent à répondre à des objectifs différents. Les PS visent à répondre aux problèmes de sécurité alimentaire et de garantie des moyens d'existence des petits agriculteurs et à ce que ne soient opérées que des réductions tarifaires minimales, ne dépassant pas 5 pour cent, pour les marchandises ou produits sensibles, pour lesquels notre marge de manœuvre est limitée lorsqu'il s'agit de réduire davantage les tarifs.

Quant au mécanisme de sauvegarde spéciale, il vise à traiter la volatilité des marchés internationaux et à protéger les producteurs nationaux des poussées des importations. Alors que les PS constituent une mesure permanente en termes de réduction tarifaire, le MSS sera une mesure temporaire visant à répondre aux poussées des importations.

Le groupe de pays qui a présenté une proposition concernant le MSS a fait valoir que les pays ayant un faible niveau de consolidation tarifaire pour les produits agricoles n'avaient pas accès à ce mécanisme ni à aucun autre instrument permettant une protection élargie. Si le tarif consolidé de Sri Lanka était de 150 ou 100 pour cent, nous n'aurions pas besoin d'un mécanisme de sauvegarde spéciale. C'est pourquoi, s'agissant de définir les critères applicables aux pays admis à bénéficier du MSS, le critère fondamental devrait être le point de savoir si ces pays ont des niveaux de tarifs consolidés peu élevés. En outre, ces pays ne faussent pas les marchés car ils n'ont pas de mesures de soutien interne ni de subventions à l'exportation. C'est pourquoi le deuxième critère devrait être le suivant: les pays qui n'ont pas d'engagements de réduction du soutien interne ou de subventions à l'exportation devraient pouvoir bénéficier du MSS. Nous avons défendu l'idée que cet instrument devrait être simple, flexible et opérationnel. Son seuil de déclenchement devrait être fondé aussi bien sur le volume que sur les prix, ainsi que vous l'avez proposé dans l'aperçu non exhaustif daté du 7 mars, qui a été distribué pour les discussions techniques.

Le MSS sera utilisé, et devrait l'être, tout en assurant un accès aux marchés minimal tenant compte au moins de la moyenne des importations sur la période antérieure de trois ans.

Le seuil de déclenchement fondé sur le volume devrait être de 105 pour cent et non de 125 pour cent comme il est suggéré dans l'aperçu, et le droit additionnel de 30 pour cent que vous proposez dans ce document est totalement inadéquat pour les pays qui ont consolidé leurs tarifs à des niveaux peu élevés.

La détermination des produits admis à bénéficier du MSS devrait se faire au niveau des positions à six chiffres. En outre, le MSS ne devrait pas être moins favorable que le traitement actuellement disponible pour les pays en développement qui ont le droit d'utiliser la SGS.

Les pays ayant le droit de recourir à ce mécanisme devraient pouvoir l'appliquer indépendamment de l'origine des produits, qu'ils proviennent de pays développés ou de pays en développement, car l'effet du dommage causé aux producteurs nationaux est le même quelle que soit cette origine.

Nous devons également aborder la question de savoir si la SGS actuelle, qui est disponible pour certains pays en développement, pourrait coexister avec le nouveau MSS ou si la SGS actuelle serait remplacée par le nouveau MSS au bout d'un certain temps.

Ainsi qu'il est proposé dans votre aperçu au niveau des discussions techniques, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires devraient pouvoir appliquer le MSS à des produits additionnels. Nous répétons ce que nous avons déjà dit, mais le MSS a une grande importance pour nous. C'est pourquoi, bien que vous ayez inclus, dans le document TN/AG/W/1/Rev.1 du 18 mars 2003, un Appendice 2 portant sur le MSS mais ne comportant qu'un titre, nous espérons qu'après les consultations techniques que vous avez menées et à la suite de la présente réunion vous serez en mesure de présenter un appendice sur le MSS qui ait un contenu, y compris les critères d'admissibilité et les aspects opérationnels, de sorte que ce texte puisse faire partie intégrante des modalités sur lesquelles des décisions pourraient être prises à Cancún.

Produits PS

En ce qui concerne les produits PS, ma délégation estime qu'il a été admis au cours des négociations qu'ils constituent un concept et nous sommes certains que ce concept ne disparaîtra pas du projet, comme le craignent certains pays en développement d'après les déclarations qu'ils ont faites ce matin.

Ainsi qu'il est proposé dans votre projet, les produits PS devraient faire l'objet d'une réduction tarifaire minimale; c'est ce que nous attendons. Nous reconnaissons que, pour répondre aux préoccupations concernant l'abus que l'on pourrait faire de ce concept en adoptant une longue liste de produits visés et, pour que ce concept constitue un élément utile du traitement spécial et différencié pour traiter les questions de la sécurité alimentaire, du développement rural et de la garantie des moyens d'existence des petits agriculteurs, il peut être nécessaire de définir un critère général. Il peut être difficile d'avoir à appliquer à tous les pays un critère multilatéral spécifique, en raison des différences existant entre les pays pour ce qui est de la structure du secteur agricole, des conditions climatiques ou de la dimension géographique. Toutefois, nous estimons qu'un critère général à appliquer pour déterminer si un produit est un produit spécifique pourrait être le suivant: le produit considéré ne devrait pas pénétrer sur les marchés internationaux à des échelles commerciales. Un deuxième critère pourrait être lié à la taille des exploitations agricoles, pour tenir compte des produits agricoles produits par des agriculteurs ayant de faibles revenus et dotés de ressources limitées, par exemple. Enfin, les produits pour lesquels les tarifs consolidés sont bas pourraient constituer un critère supplémentaire.

Dans son intervention, l'Ambassadeur de Colombie a dit que les tarifs consolidés élevés pourraient s'appliquer à un plus petit nombre de produits que les tarifs consolidés peu élevés, ce qui permettrait d'appliquer le MSS à un plus grand nombre de produits. De même, je pense que ce point mérite lui aussi d'être examiné au moment d'aborder notre concept PS.

Fondamentalement, cela nous amène à une question essentielle, à savoir, comme nous l'avons dit ce matin, qu'il existe un lien avec la formule de réduction tarifaire et avec les concepts de PS et de MSS et que si nous voulons une formule de réduction tarifaire ambitieuse nous devons évidemment étudier les instruments qui seront disponibles pour les pays dont les tarifs consolidés sont bas. Accordez-vous à ces pays un MSS significatif, ou bien l'instrument des produits spéciaux au moins pour répondre à certaines préoccupations, pour un nombre limité de produits?

Une autre question me préoccupe: l'objectif fondamental des négociations agricoles en cours devrait être d'aboutir à un résultat équilibré dont chacun puisse bénéficier. Nous avons dit, au cours des consultations informelles, que certains craignaient qu'il n'y ait des perdants à l'issue de ces négociations, en particulier les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Pour ces pays, quels seront les instruments disponibles à la fin des négociations? Nous demandons donc un MSS et aussi de la flexibilité pour ce qui est des produits PS; ce sont des questions auxquelles nous devons réfléchir afin que chacun puisse tirer profit des négociations à la fin du Cycle.

Déclaration du Taipei chinois

Ma délégation souhaiterait rappeler que la libéralisation du commerce des produits agricoles devrait être un processus progressif et continu. Les Membres ont besoin d'instruments adéquats et de flexibilité pour mettre en œuvre les réductions tarifaires afin de répondre aux besoins spécifiques de leur société et de leurs agriculteurs. Dans le cadre de la libéralisation progressive, il n'est possible de traiter de façon appropriée les considérations autres que d'ordre commercial qu'en faisant preuve d'une flexibilité suffisante. À cet égard, toute modalité allant au-delà de l'approche du Cycle d'Uruguay portera gravement atteinte à la mise en œuvre des politiques et programmes agricoles à long terme. Toute modalité excessivement ambitieuse, ne relevant pas du mandat établi par les Ministres à Doha, entraînera la disparition de nombreux produits agricoles pour les Membres dans lesquels se pratique l'agriculture à petite échelle. Par conséquent, pour répondre aux considérations autres que d'ordre commercial et garantir la survie des exploitations agricoles familiales vulnérables tant dans les pays en développement que dans les pays développés, ma délégation appuie l'idée que la formule du Cycle d'Uruguay devrait être la base fondamentale de la réduction tarifaire.

Concernant l'augmentation des contingents tarifaires, ma délégation estime que, dans l'intérêt de la libéralisation progressive du commerce et d'un développement agricole stabilisé, le volume des contingents tarifaires devrait être maintenu à 5 pour cent de la consommation nationale sur la base de la période mise à jour.

Pour ce qui est de la principale raison de la faible utilisation des contingents tarifaires pour la plupart des produits visés, ma délégation est d'avis que cette situation résulte des conditions du marché national plutôt que de taux de tarifs contingentaires élevés. Lorsque le tarif contingentaire aura été réduit et que les importations auront fortement augmenté, le développement du secteur agricole risque d'être fortement atteint, en particulier en cas de baisse de la production nationale due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances. Pour cette raison, ma délégation estime que le deuxième point du paragraphe 22 de votre projet devrait être supprimé.

Déclaration du Venezuela

En tout premier lieu, je voudrais évoquer les réunions de consultations qui se sont tenues ces derniers mois et qui, d'une façon générale, se sont révélées extrêmement productives, même si des avancées sont encore nécessaires sur certaines questions.

Nous sommes préoccupés de voir que des obstacles continuent de se dresser devant nous et qu'il reste d'importants progrès à faire. Ce qui inquiète en particulier ma délégation et, sans aucun doute, de nombreux pays en développement, c'est le fait que le règlement des questions soit subordonné à l'accord d'une poignée de Membres. Ce que nous craignons le plus, c'est de voir ces Membres, au moment où ils signifieront enfin leur accord, négliger les intérêts, préoccupations et demandes que nous avons fait connaître tout au long des négociations. Cela ferait perdre la crédibilité que mérite ce processus et nous ferait courir le risque d'aboutir à un résultat qui ne serait pas le reflet de travaux actifs et transparents et de ne pas tenir compte effectivement des objectifs de développement que nous cherchons à atteindre dans le cadre du présent Cycle en matière d'agriculture.

Deuxièmement, je me félicite de ce que vous voulez faire en sorte que cette session soit une nouvelle occasion d'aborder des questions qui, d'une part, sont particulièrement sensibles et donc d'une grande importance pour un certain nombre de Membres – tels que les produits spéciaux (PS) et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) – et qui, d'autre part, appellent une discussion plus approfondie. Toutefois, faute d'une optique constructive et d'une détermination suffisante de la part de certains Membres, cette occasion pourrait, une fois de plus, être perdue.

Il convient de noter que, même si nous sommes d'accord sur la nécessité de faire porter l'essentiel de nos efforts sur les domaines dans lesquels ils sont vraiment essentiels, ces domaines étant ceux-là mêmes où les négociations achoppent, nous ne pouvons perdre de vue le fait que les trois piliers de l'Accord doivent être interconnectés de façon satisfaisante, que nous puissions tirer parti de cette occasion d'arriver à un Accord nouveau et bien équilibré. Des améliorations substantielles dans le domaine de l'accès aux marchés ne seront d'aucune utilité si nous ne nous attaquons pas à d'autres problèmes qui non seulement constituent des obstacles à la libéralisation du commerce des produits agricoles mais encore faussent considérablement ce commerce, au détriment des pays les moins avancés.

En ce qui concerne la formule de réduction tarifaire, nous restons favorables au mécanisme de fourchettes de prix que vous proposez, bien que nous ayons signalé que le niveau d'ambition exigé des pays en développement est très proche de celui qui est exigé des partenaires commerciaux plus développés et qu'il devrait donc être réexaminé. Cependant, nous sommes disposés à étudier un autre mécanisme de réduction tarifaire qui assure la flexibilité nécessaire pour répondre à nos besoins en matière de développement. Il faudrait également tenir compte du fait que les améliorations substantielles prescrites par le mandat de Doha dans le domaine de l'accès aux marchés ne seront pas réalisées uniquement au moyen de la formule de réduction tarifaire mais en association avec d'autres outils offerts par ce pilier.

La catégorie des **produits spéciaux** et le **mécanisme de sauvegarde spéciale** constituent deux instruments capitaux pour traiter des considérations véritablement autres que d'ordre commercial qui sont étroitement liées au développement; ils se rapportent à des problèmes différents qui se posent dans des circonstances différentes. Les produits spéciaux se rapportent aux besoins associés à des objectifs à plus long terme et sont étroitement liés à notre développement agricole au moyen d'un tarif approprié – l'un des rares outils efficaces dont nous disposons. La sauvegarde spéciale nous permet de faire face à des situations très spécifiques d'une manière qui impose une charge moins lourde et qui tient compte de nos faiblesses. D'autres partenaires commerciaux disposent de la

capacité financière nécessaire pour affronter de telles conditions économiques en utilisant d'autres instruments, prévus dans l'Accord actuel, qui sont dans l'intérêt des pays plus développés. Nous sommes d'avis que le concept de produits spéciaux devrait présenter une plus grande flexibilité et aller au-delà des simples réductions tarifaires, et que ces produits devraient être exemptés de l'application des nouvelles disciplines relatives aux contingents tarifaires.

Bien que l'objectif des négociations soit la libéralisation progressive de l'agriculture, la situation peu encourageante que cette réunion a rendue manifeste nous contraint de demander des instruments qui nous permettent de faire face à cette libéralisation tout en nous laissant assez de marge pour mettre en œuvre des politiques actives en matière de développement de la production, conformément à nos engagements tant nationaux que multilatéraux. Le but n'est pas d'aller à contre-courant de la libéralisation en exigeant la mise en place d'instruments susceptibles de freiner le processus lui-même, mais plutôt de créer des conditions plus équitables et offrant de plus grandes possibilités, compte tenu du fait que les Membres censés faire les plus grands sacrifices sont peu enclins à renoncer à leur propre liberté d'action et à leurs avantages.

Annexe 3

Déclaration des Membres à la Session extraordinaire formelle du Comité de l'agriculture qui s'est tenue le 1^{er} juillet 2003

Déclaration de la Chine

Ma délégation apprécie vivement les efforts soutenus que vous-même et le Secrétariat avez déployés depuis la dernière Session extraordinaire pour faciliter le processus de négociation et pour rapprocher les positions très divergentes des Membres. Nous notons avec inquiétude que les débats menés pendant les réunions informelles de cette Session extraordinaire ont montré que des divergences considérables subsistaient entre les Membres sur des questions clés malgré les progrès effectués dans certains domaines.

L'objectif à long terme consistant à établir un système de commerce équitable et axé sur le marché exige la suppression des mesures ayant des effets de distorsion des échanges et l'élimination des importants déséquilibres, de l'injustice et des énormes inégalités entre les Membres dans les domaines couverts par les trois piliers. Partant de ce principe, ma délégation voudrait souligner les points suivants:

L'écart gigantesque qui existe entre Membres développés et Membres en développement dans les domaines du soutien interne et des subventions à l'exportation est l'une des questions les plus importantes à traiter dans le cadre des négociations en cours sur l'agriculture. Les modalités pour les nouveaux engagements devraient être suffisamment efficaces pour éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation aussitôt que possible, réduire sensiblement toutes les mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et réduire le niveau *de minimis* des Membres développés.

La formule de réduction tarifaire à établir devrait traiter convenablement non seulement les questions en suspens relatives à l'accès aux marchés telles que les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs mais aussi les disparités et inégalités considérables qui existent entre les Membres en ce qui concerne les niveaux des tarifs et la complexité des structures tarifaires.

Le traitement spécial et différencié accordé aux Membres en développement en ce qui concerne l'accès aux marchés devrait être suffisant pour compenser les déséquilibres dont ils ont souffert en matière de soutien interne et de concurrence à l'exportation et pour leur permettre de répondre à leurs besoins en matière de développement. C'est pourquoi nous apprécions que le Président ait introduit dans le texte du projet de modalités la notion de produits PS, laquelle pourrait donner aux pays en développement Membres la possibilité d'identifier un certain nombre de produits, particulièrement importants pour eux, qui bénéficieraient d'un traitement spécial et différencié.

Compte tenu de la grande importance de l'agriculture et des capacités macro-administratives limitées des pays en développement Membres, il conviendrait de créer un MSS nouveau et efficace, à l'intention de ces pays uniquement, afin de lutter contre les brusques poussées des importations. Le nouveau mécanisme devrait être appliqué aux produits dont le taux de tarif est inférieur à un certain niveau. La SGS qui existe actuellement au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture devrait prendre fin. Nous appuyons également la proposition visant à créer pour les Membres en développement un mécanisme compensatoire spécial pour faire face aux distorsions causées par l'importation de produits fortement subventionnés en provenance des Membres développés.

La réalité spécifique des Membres ayant accédé récemment devrait être pleinement prise en compte et un arrangement substantiel et plus souple devrait être accordé à ces Membres. Une période de transition plus longue ne suffit pas.

Un système de commerce agricole mondial équilibré et axé sur le marché profitera à tous les Membres. La Chine est disposée et parfaitement prête à associer ses efforts à ceux des autres Membres pour assurer le succès des négociations agricoles et atteindre nos objectifs communs. Ma délégation souhaite exprimer ses félicitations pour la décision prise par l'Union européenne sur la réforme de son agriculture. Mais il reste à voir comment cette réforme se traduira en propositions de l'UE pour les négociations. Nous attendons ses propositions, que nous étudierons en détail. Nous ne pouvons faire aucune observation pour le moment. Nous espérons que, grâce à l'intensification de nos efforts collectifs, les difficultés actuelles pourront être bientôt surmontées et que des progrès pourront être réalisés de manière à permettre les contributions nécessaires au succès de la prochaine Réunion ministérielle de Cancún.

Déclaration de la Croatie

Comme les orateurs précédents, je tiens à vous remercier de votre rapport sur la session informelle de la semaine dernière.

Comme je n'ai pas pris alors la parole, permettez-moi de dire quelques mots, car nous ne voudrions pas que notre silence soit interprété comme un désintérêt soudain pour les négociations sur l'agriculture. Plus sérieusement, nous espérons que nos vues, nos grandes préoccupations et notre détermination à participer aux négociations de manière constructive sont désormais bien connues de nos partenaires. Nous les avons exprimées à maintes reprises, soit en notre propre nom, soit en association avec d'autres Membres qui partagent des vues identiques ou voisines. À cet égard, je souhaiterais rappeler les déclarations conjointes faites lors de précédentes sessions extraordinaires ou de consultations techniques informelles par l'Albanie, la Croatie, la Géorgie, la Jordanie, la Moldova et l'Oman sur la question des pays ayant récemment accédé. Nos pays maintiennent toujours les positions et les vues qu'ils ont alors exprimées sur la nécessité d'inclure dans tout texte futur sur les modalités des dispositions prévoyant une marge significative de flexibilité pour les Membres ayant récemment accédé.

Revenant à la déclaration de ma délégation, laissez-moi répéter, au sujet des questions examinées la semaine dernière, que l'accès aux marchés et le soutien interne sont, pour la Croatie également, celles qui revêtent le plus d'importance dans les négociations. Comme d'autres points relevant de ces deux piliers, nous abordons les questions des réductions tarifaires, des engagements d'accès aux marchés et de la sauvegarde spéciale du point de vue d'un pays qui a récemment accédé à l'OMC.

À cet égard, nous avons fortement insisté et présenté plusieurs propositions sur la nécessité d'inclure dans les modalités applicables aux engagements futurs dans le domaine de l'agriculture des dispositions expresses prévoyant une marge significative de flexibilité pour les Membres ayant récemment accédé. Pour les droits de douane, nous avons déclaré que la disposition relative à la flexibilité devait exempter ceux-ci de nouveaux engagements de réduction pour les droits peu élevés, prévoir pour eux de moindres réductions tarifaires que celles applicables aux Membres développés, stipuler une période plus longue de mise en œuvre des nouveaux engagements et prévoir une pause dans la mise en œuvre de ces engagements après l'entrée en vigueur des résultats du Programme de Doha pour le développement relatifs à l'agriculture.

En ce qui concerne la sauvegarde spéciale, ce qui a été proposé dans les textes présentés par le Président et ce qui ressort généralement des débats tendraient à créer une situation dans laquelle l'immense majorité des Membres de l'OMC auraient le droit de recourir à une SGS soit sous sa forme actuelle, soit sous celle du nouveau mécanisme proposé. Seul un petit nombre de Membres, en fait un maximum de sept à huit, pour la plupart nouveaux accédants, seraient privés de cette possibilité du fait qu'ils n'ont pas actuellement le droit de recourir à un mécanisme de ce type. On nous demande de prendre de nouveaux engagements de libéralisation de l'accès aux marchés venant s'ajouter aux importants engagements souscrits au moment de l'accession, alors que, à la différence des autres Membres, nous ne pourrions faire appel à aucun instrument ou mécanisme temporaire ou permanent de sauvegarde. La Croatie se refuse à croire qu'une telle approche discriminatoire pourrait être acceptable aux Membres habités d'un esprit d'équité. Nous sommes donc fermement convaincus qu'un instrument de sauvegarde spéciale doit être accessible à tous les Membres de l'OMC.

En ce qui concerne le projet de rapport du Président au CNC, nous n'avons pas saisi l'occasion de le commenter vendredi dernier; nous le ferons le 14 juillet. Nous avons noté qu'il avait été établi sous la propre responsabilité du Président, sans préjudice des positions des participants. Cependant, si nous sommes sensibles à tous les efforts accomplis pour faciliter l'avancement des travaux, nous

continuons de nourrir des réserves majeures à l'égard du texte du Président, et sommes en désaccord avec certains des concepts, des approches, des chiffres et des paramètres qu'il renferme. Sans entrer pour l'instant dans les détails de points clés tels que le soutien interne (je me suis déjà rapidement exprimé sur la question de l'accès aux marchés), qu'il me soit permis de réaffirmer que, selon nous, la réponse à la question du Président concernant la flexibilité à accorder aux nouveaux accédants ne peut être qu'affirmative. Quant à la SGS, nous ne partageons pas l'idée que les options mentionnées aux alinéas 14 b) et c) du projet de rapport soient les seuls points à débattre. Nous sommes au contraire persuadés que la question réelle et essentielle est celle de savoir comment faire en sorte qu'aucun Membre ne soit privé des moyens d'invoquer une sauvegarde spéciale.

Au cours des négociations, que ce soit en session extraordinaire, lors des consultations techniques informelles ou dans tout autre cadre, la Croatie a déclaré, seule ou de concert avec d'autres Membres ayant récemment accédé, que les modalités susceptibles de recueillir un consensus à l'avenir devraient comporter des dispositions assurant expressément à ceux-ci une marge significative de flexibilité en ce qui concerne l'accès aux marchés et le soutien interne. Cette question ne se résoudra pas d'elle-même. Au stade actuel des négociations, nous sommes contraints de conclure que, malgré quelques signes positifs ici ou là, le tableau d'ensemble demeure insatisfaisant.

Nous avons participé pleinement et sérieusement aux négociations sur l'agriculture. Nous maintiendrons une attitude active et constructive dans la suite des négociations, en espérant qu'elles aboutiront à un texte sur les modalités qui tienne pleinement compte des préoccupations légitimes et des propositions de l'ensemble des Membres, y compris des Membres ayant récemment accédé.

Déclaration de l'Équateur

ACCÈS AUX MARCHÉS

L'Équateur attache une importance particulière à l'élimination de la progressivité des droits de douane et des crêtes tarifaires, vestiges des engagements pris lors du Cycle d'Uruguay. Il soutient donc la "Formule suisse" pour autant qu'elle autorise une plus grande uniformisation des niveaux consolidés, compatible avec une libéralisation complète des marchés, en même temps qu'elle permet un abaissement sensible des niveaux élevés de protection actuellement en vigueur dans les pays développés.

La formule du Cycle d'Uruguay ne garantit en aucune manière l'élimination des crêtes tarifaires ou de la progressivité des droits, qui sont précisément le résultat d'une simple réduction linéaire, et la seule chose qu'il serait possible de faire serait de maintenir ces différences sur une plus longue période.

L'idée du Président de résoudre la question de la progressivité des droits par une plus forte réduction des droits consolidés pour les produits transformés a ceci de positif qu'elle élargit les possibilités d'accès pour les produits à valeur ajoutée présentant de l'intérêt pour les pays en développement. Cependant, étant donné qu'elle est proposée comme une formule corrective, le recours à un facteur d'ajustement qui accroît la réduction applicable aux produits transformés par rapport au niveau consolidé prévu pour les produits primaires soulève des problèmes de mise en œuvre, par exemple lorsque le niveau consolidé du produit primaire est de zéro, ce qui interdit toute réduction pour le produit transformé.

Traitement spécial et différencié

Nous appuyons la proposition du Président concernant la libéralisation la plus complète du commerce des produits tropicaux, que ce soit sous leur forme d'origine ou après transformation, et pour les produits qui présentent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites. Cet engagement reprend le cinquième alinéa du préambule de l'Accord sur l'agriculture.

L'Équateur considère que le moment est venu d'établir une définition objective de la liste des produits tropicaux afin d'éviter la situation qui s'est produite pendant le Cycle d'Uruguay, lorsque certains pays développés ont rédigé unilatéralement une liste très limitée de produits tropicaux ne comprenant pas ceux qui présentaient le plus d'intérêt pour les pays en développement.

L'Équateur ne saurait accepter qu'un fruit tropical comme la banane soit exclu de la catégorie des "fruits tropicaux".

PRODUITS STRATÉGIQUES

L'Équateur se félicite de la proposition du Président tendant à établir une catégorie de produits présentant une importance stratégique pour l'économie et le commerce, le développement rural, la culture, l'environnement et la société rurale des pays en développement, conformément aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

Sur ce point, nous estimons que les pays devraient avoir la faculté de définir un nombre déterminé de "produits stratégiques", mais que leur définition devrait se fonder sur des critères objectifs et harmonisés comme, entre autres, leur contribution au produit intérieur brut (PIB) et à la création d'emplois, le fait qu'ils ne peuvent être exportés, le montant des subventions dont ils

bénéficient au niveau global, le faible niveau des droits consolidés, leur inclusion ou non dans le panier de base, leur importance pour la protection de l'environnement et pour la création de revenu dans les zones rurales.

Ces produits font partie de la chaîne des aliments de base, et les réductions des droits consolidés les concernant devraient être décidées sur une base volontaire.

CONTINGENTS TARIFAIRES

L'Équateur propose que les contingents tarifaires des pays développés qui ont les crêtes tarifaires les plus élevées soient sensiblement élargis et fassent l'objet d'une libéralisation tarifaire la plus complète, priorité étant donnée à l'accès des Membres en développement.

Traitement spécial et différencié

En outre, les pays en développement ne devraient pas être tenus d'augmenter leurs contingents et, dans le cadre du traitement spécial et différencié, la priorité d'accès à ces contingents devrait être accordée aux Membres qui ont déclaré des niveaux de soutien inférieurs ou égaux aux niveaux *de minimis* et à ceux qui n'accordent pas de subventions à l'exportation, afin de garantir que ces possibilités supplémentaires d'accès aux marchés ne servent pas à écouler les excédents de production de pays qui appliquent des mesures de soutien interne direct et des subventions à l'exportation.

Pour l'administration des contingents tarifaires, les Membres en développement devraient être autorisés à déterminer une "période critique" pendant laquelle les contingents tarifaires deviendraient applicables, qui ne devrait pas coïncider avec les périodes au cours desquelles ils exportent leur production intérieure, car nos pays manquent d'infrastructures de stockage et de commercialisation et importent pendant ces périodes des produits subventionnés qui ont un effet dommageable sur leur propre production.

Les pays en développement devraient aussi être autorisés à instaurer des licences d'importation pour les contingents tarifaires, d'une durée maximum de trois mois, en raison de la vulnérabilité de leur système de contrôle des échanges commerciaux. En outre, ces licences devraient être incessibles afin d'éviter l'utilisation spéculative et le trafic de ces possibilités supplémentaires d'accès aux marchés.

SAUVEGARDE SPÉCIALE

L'Équateur est favorable au nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale à condition que les seuls bénéficiaires en soient les pays en développement confrontés à une augmentation soudaine et disproportionnée par rapport aux volumes moyens les plus récents de leurs importations (dans une fourchette de 105 à 110 pour cent environ) ou qui enregistrent des importations à des prix inférieurs à la moyenne constatée sur les cinq années précédentes au moins, correspondant aux prix du marché représentatifs.

Le montant du droit additionnel imposé en application du nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale doit être proportionnel à la différence entre le niveau de déclenchement en prix ou en volume et la valeur des produits importés ou le volume des importations à la date de l'importation.

Pour garantir un accès équitable aux marchés des pays qui recourraient au nouveau dispositif, les sauvegardes spéciales ne devraient pas être applicables aux contingents tarifaires.

En outre, notre soutien au nouveau mécanisme est subordonné à la condition qu'il couvre aussi les produits transformés et que tous les pays en développement, à l'exception des pays les moins

avancés, reçoivent le même traitement. Nous estimons aussi qu'il doit s'appliquer aux pays développés et, à titre exceptionnel, aux pays en développement dont les exportations sont subventionnées ou bénéficient d'un soutien interne supérieur aux niveaux *de minimis*, susceptible de fausser les échanges.

La disposition relative à un nouveau mécanisme de sauvegarde doit s'appliquer en sus de la sauvegarde spéciale prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, mais ne doit en aucune manière être subordonnée à cette dernière.

RÉGIMES PRÉFÉRENTIELS

Au paragraphe 16 du document du Président intitulé "Régimes préférentiels", il est envisagé, pour ne pas porter atteinte aux préférences accordées aux pays en développement, d'autoriser les pays développés à différer l'application des réductions tarifaires générales pendant une période pouvant atteindre onze ans; cette proposition présente certaines incohérences par rapport aux paragraphes 10 et 22 du même document, qui prévoient la libéralisation la plus complète du commerce des produits tropicaux et des produits destinés à remplacer des cultures illicites, et l'accès de ces produits en franchise des droits contingentaires.

L'Équateur juge en outre totalement inacceptable l'expression "arrangements préférentiels" qui figure à la troisième ligne du texte du Président parce que celle-ci pourrait s'appliquer aux accords de libre-échange ainsi qu'aux exemptions approuvées à Doha, qui sont des règles spécifiques régissant le commerce de produits présentant un intérêt particulier pour certains pays en développement. C'est le cas des dérogations concernant la banane, qui avaient mis un terme à un long différend, et les termes et conditions qui y étaient énoncées ne sauraient en aucun cas être modifiées par une disposition générale de ce type.

Pour les raisons qui précèdent, l'Équateur a proposé que l'on supprime ce paragraphe ou, au minimum, que l'on en élimine l'expression "arrangements préférentiels" et que l'on en modifie le titre en remplaçant les mots "régimes préférentiels" par "préférences tarifaires". Par ailleurs, l'Équateur considère que le maintien de régimes préférentiels ne doit pas servir de prétexte pour différer davantage l'ouverture des marchés des pays développés.

CONCURRENCE À L'EXPORTATION

Le délai pour la réduction des subventions à l'exportation de tous types en vue de leur élimination progressive et pour la réduction substantielle du soutien interne doit par principe être plus court que celui qui est prévu pour les réductions tarifaires proposées.

Parallèlement, la réduction substantielle des subventions et des mesures de soutien dans le délai le plus bref possible doit s'appliquer aussi bien aux pays développées qu'aux pays en développement, car il est nécessaire d'assurer des conditions de concurrence justes et équitables sur tous les marchés afin de prévenir de nouvelles disparités systémiques et des distorsions des échanges, dont le prix est payé par les pays en développement qui ne financent pas ou ne peuvent financer de subventions à l'exportation.

CLAUSE DE PAIX

L'Équateur note que le Président a rappelé, dans son rapport du 25 juin 2003, que les dispositions de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture viendraient à expiration à la fin de 2003. Les incidences juridiques de ce fait prendront donc leur plein effet au 1^{er} janvier 2004.

MEMBRES AYANT RÉCEMMENT ACCÉDÉ

L'Équateur considère qu'il est important d'examiner la nature et la portée des engagements contractés par les pays ayant accédé à l'OMC depuis l'entrée en vigueur de ses accords constitutifs, ainsi que la mesure dans laquelle ils ont respecté ces engagements, avant de fixer le délai pendant lequel ces pays bénéficieraient de manière totalement arbitraire d'un surcroît de flexibilité pour la réduction des restrictions à l'accès aux marchés, des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne.

Les pays qui ont accédé immédiatement après l'établissement de l'OMC ont été soumis à des engagements et disciplines identiques en ce qui concerne les réductions tarifaires, les contingents, les subventions, le soutien interne et toutes les obligations découlant de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, la marge de flexibilité relative aux délais de mise en œuvre doit être accordée à tous les pays se trouvant dans la même situation ou à aucun d'entre eux.

Déclaration de la Corée

Je tiens à vous remercier de votre rapport détaillé sur les sessions informelles. Celles-ci ont malheureusement confirmé qu'il existait encore entre nous de larges divergences de vues et de positions.

Il ne fait pas de doute qu'il faudra faire des progrès sur l'agriculture pour que le Programme de Doha pour le développement donne les résultats que l'on en attend. Cependant, à moins de trois mois de la réunion de Cancún, je pense qu'il est temps de trouver un équilibre entre grandes ambitions et réalisme. Nous estimons qu'il est essentiel pour le succès de la Conférence ministérielle de Cancún que nous prévoyions des marges de flexibilité appropriées et que nous fixions des objectifs de réforme réalistes.

Je voudrais profiter de cette occasion pour faire quelques très brèves remarques sur un petit nombre de points essentiels.

En premier lieu, sur la question des réductions tarifaires, je tiens à rappeler à nouveau que plus de la moitié des Membres soutiennent la formule du Cycle d'Uruguay, ce qui indique clairement la direction à suivre.

En deuxième lieu, alors que certains Membres hésitent à accepter la notion de produits spéciaux, je pense que c'est en fait un moyen d'équilibrage efficace ainsi qu'un instrument de flexibilité à des fins de sécurité alimentaire, de développement rural et de préservation des moyens d'existence dans les pays en développement. Nous partageons sur ce point les vues exprimées par l'Indonésie, les Philippines, l'Inde, la Chine et bien d'autres Membres.

Ma dernière remarque porte sur la question des engagements en matière de contingents tarifaires. Si ceux-ci doivent être élargis, je pense que le niveau à atteindre doit être exprimé sous la forme d'un certain pourcentage du niveau consolidé actuel, de manière à éviter des calculs compliqués.

Déclaration des Philippines

C'est avec grand intérêt, mais aussi avec préoccupation, que nous avons suivi les débats des réunions de la semaine dernière et d'aujourd'hui. Si notre intérêt n'a certainement pas fléchi, notre préoccupation a grandi en entendant nombre de pays Membres développés persister dans leurs positions et maintenir leur propre version d'une nouvelle libéralisation du commerce sans accorder l'attention voulue et, plus grave encore, sans la lier aux deux autres piliers qui, aux termes du Programme de Doha pour le développement, doivent faire l'objet de réformes non moins importantes.

Étant donné que l'objectif premier de ce qui apparaît comme l'obsession insécuritaire de ces pays est le marché de nos pays en développement, ma délégation ne peut accepter que cette obsession soit satisfaite en l'absence d'engagements symétriques concernant la concurrence à l'exportation et les mesures de soutien interne qui faussent les échanges ou, comme l'architecture de votre projet le suggère et l'implique, en l'absence de marges de flexibilité concernant les produits PS et le MSS pour compenser la persistance de soutiens entraînant une distorsion des échanges dans ces deux autres piliers.

Nous avons attendu que deux des protagonistes majeurs dans les présentes négociations prennent des décisions de politique intérieure cruciales, dans l'espoir que celles-ci nous sortiraient de l'impasse. Au crédit de l'un d'entre eux, nous reconnaissons que ces mesures de politique intérieure, une fois prises, se sont traduites par une proposition globale, bien que singulière, sur l'accès aux marchés, mettant en fait en balance une libéralisation des échanges avec de nouvelles réductions tarifaires, mais qui restait muette au sujet des deux autres piliers et du traitement spécial et différencié. Nous avons néanmoins accueilli ce fait nouveau comme une avancée importante.

L'autre protagoniste a, selon la presse, récemment réformé sa politique agricole commune. Comme dans le cas précédent, nous en accueillons la nouvelle avec satisfaction, comme une condition *nécessaire mais non suffisante* d'un redémarrage des négociations actuellement bloquées. Il nous faudra très prochainement examiner ce que ces décisions apportent de positif pour l'avancée des négociations.

Comme ces parties paraissent tenir à ce que leurs soi-disant programmes intérieurs de "réforme" fournissent de fait les paramètres de nos engagements de réforme globale, en contradiction avec le mandat de Doha du fait du déséquilibre patent qu'introduit la large place accordée aux mesures de soutien qui faussent les échanges, les pays en développement comme les Philippines n'ont d'autre choix que d'insister sur la possibilité de recourir à des marges de flexibilité adéquates apportées par des dispositions appropriées concernant les produits spéciaux et le MSS.

Ces mesures ne peuvent assurer l'équilibre et l'équité qui ont tant préoccupé les pays en développement dans la formulation de leurs propositions depuis la phase de négociation au titre de l'article 20, mais en leur absence dans l'architecture que vous proposez et à laquelle nous avons contribué de manière positive et constructive, le résultat de tout l'exercice sera une exposition accrue de nos marchés à une concurrence bénéficiant de lourds soutiens, au préjudice des objectifs de développement de nos économies agricoles.

On nous a demandé quelle était la justification économique réelle de la notion de produits spéciaux. Qu'il me soit permis de dire que si les présentes négociations sont vraiment au service de la rationalité économique, l'élimination des facteurs persistants – mesures de soutien et obstacles non tarifaires – qui exercent des effets de distorsion sur les échanges est un objectif non moins important du programme de réforme. L'agriculture de nos pays, secteur stratégique pour la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et l'emploi rural, se trouve déjà déstabilisée du fait que les initiatives de nos programmes de développement sont contrariées par l'inéquité patente de

l'environnement du commerce international. Au moment où je vous parle, nos petits producteurs sont étranglés sur leurs propres marchés, même les plus robustes et les plus efficaces sont en difficulté.

À la fin de la période de mise en œuvre en cours, les Philippines n'auront plus de droits de douane supérieurs à 50 pour cent (à une exception près, peut-être), la plupart d'entre eux se situant dans une fourchette de 7 à 15 pour cent. Nous nous sommes déjà acquittés de ce qui nous était réclamé pour faire avancer le soi-disant programme de réforme et ne pouvons nous permettre de subir les conséquences économiques, sociales et politiques de l'implosion qu'entraînerait un partage inéquitable de la charge de l'ajustement, alors que certains continuent de profiter de politiques éhontées qui nous écrasent sous les distorsions du commerce.

Je ne peux avancer de justification économique plus appropriée que la préservation des possibilités ouvertes aux secteurs de nos économies qui déterminent la sécurité alimentaire et la garantie des moyens d'existence et de l'emploi. Nos producteurs ont en outre le droit de se diversifier et d'exprimer pleinement leur compétitivité au-delà de leur propre marché. J'oserais ajouter que ces justifications sont beaucoup plus solides que celles qui ont été avancées pour permettre la pérennité de soutiens entraînant une distorsion des échanges, sous le couvert des paramètres politiques des pays développés.

Eu égard à ce qui précède, les Philippines sont d'avis que les produits PS doivent, comme vous l'avez suggéré, être *autodéclarés*, car aucune négociation multilatérale n'est justifiée à dicter ou à prescrire les mesures qu'un pays doit prendre pour assurer durablement sa sécurité alimentaire, la garantie des moyens de subsistance et le développement rural. Par ailleurs, la vraie question qui doit faire l'objet de négociations est celle du *nombre limité de lignes tarifaires au niveau des positions à quatre chiffres*. En outre, compte tenu de la nature même des produits PS, nous proposons que le MSS leur soit automatiquement applicable.

Pour ce qui est des sauvegardes spéciales, nous sommes d'avis que les dispositions de l'article 5 doivent cesser de produire leurs effets *uniquement* pour les pays développés. Étant donné que ces mesures ont pour but de faire obstacle à l'augmentation soudaine des importations qui pourrait résulter d'une plus large ouverture des marchés, la possibilité d'y recourir, que leur seuil de déclenchement soit mesuré en volume ou en prix, doit être liée au degré d'ouverture des marchés. La vraie question à traiter dans les négociations est celle du niveau des droits en dessous duquel il y aurait lieu de prévoir un accès universel aux mesures de sauvegarde spéciale.

On nous a dit que la seule mesure de flexibilité dont aient besoin les pays en développement est le MSS qui doit être ciblé sur les lignes tarifaires qui, selon nous, devraient être couvertes par les dispositions relatives aux produits PS. Cette observation révèle, au mieux, une piètre connaissance de l'agriculture et de l'économie politique des pays en développement et, au pire, un comble d'insensibilité. Le MSS vise à répondre au fait que les marchés des pays en développement sont exposés à des perturbations résultant d'une augmentation subite des importations, alors que les produits PS nous ouvrent la possibilité d'assurer la survie et la subsistance de nos secteurs agricoles stratégiques dans un environnement du commerce international biaisé par des distorsions.

Sur la question de nouvelles réductions tarifaires, certaines parties aux négociations tirent les pays en développement dans des directions opposées: l'une nous contraindrait à des coupes mécaniques ne tenant aucun compte des impératifs de nos stratégies nationales de développement (SND); l'autre nous maintiendrait dans le monde médiéval des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits de douane que nous connaissons aujourd'hui. Nous pouvons accepter la formule à tranches multiples que vous proposez. Vous pouvez pour le moins traiter des crêtes tarifaires par une révision à la hausse des tranches supérieures.

Nous vous exhortons, vous-même et tous nos collègues, à intensifier nos travaux et à chercher à obtenir dans les semaines qui viennent un ensemble raisonnable de modalités dans ces deux domaines critiques, de façon que nous présentions à Cancún des résultats, certes incomplets, mais déjà de nature à servir vraiment le développement, comme les Ministres nous en ont donné le mandat. Loin d'abandonner la partie, nous exhortons nos collègues, particulièrement les pays développés, à une attitude positive et constructive. Vous avez défini vos paramètres comme nous avons défini les nôtres, il est temps que nous commencions sérieusement à chercher les voies d'un rapprochement.
